



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 22nd, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Agences Trans-Américaines Ltée —
Trans American Agencies Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Joseph-Xavier-Bruno Côté, courtier, Ethel Brownstein, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Lachine, district de Montréal, province de Québec, et M. l'abbé Joseph-Hormidas-Albert Bachand, Prêtre, de Plattsburg, N.Y., États-Unis d'Amérique, dans les buts suivants:

Agir comme importateurs, exportateurs, agents ou représentants de compagnies, corporations, firmes, fabriques ou individus canadiens ou étrangers, faisant l'exploitation, la fabrication, l'industrie ou le commerce des matériaux, marchandises, effets, objets ou articles compris dans les paragraphes A. B. et C. suivants:

A.— Matériaux de construction tels que: acier, fer, ciment, bois, papier, goudron et autres.

B.— Marchandises de ferronnerie et de quincaillerie telles que: verres à vitre, câble, corde, outillage, machinerie, articles de sport, appareils et accessoires électriques, accessoires d'automobile

Letters Patent

✓ "Agences Trans-Américaines Ltée —
Trans American Agencies Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Joseph-Xavier-Bruno Côté, broker, Ethel Brownstein, Stenographer, spinster in use of her rights, both of Lachine, district of Montreal, Province of Quebec, and the Rev. abbé Joseph Hormidas Albert Bachand, Priest, of Plattsburg, N.Y., United States of America, for the following purposes

To act as importers, exporters, agents or representatives for companies, corporations, firm, factories or individuals, whether Canadian or foreign, carrying on the operation, manufacture, industry or business of materials, merchandise, wares, objects or articles comprised in the following paragraphs A. B. and C:

A.— Building materials such as: steel, iron, cement, wood, paper, tar and other materials.

B.— Merchandise of ironware and hardware such as: plate glass, cables, cord, equipment, machinery, sporting goods, electric appliances and accessories, automobile and radio accessories,

bile et de radio, accessoires de jardin, graines de semence, engrais chimique et autres.

C.— Produits alimentaires tels que: céréales, thé, café, épices, fruits, légumes, poissons et autres sous le nom de "Agences Trans-Américaines Ltée — Trans American Agencies Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie est divisé en 7,500 actions privilégiées de (\$10.00) dix dollars chacune, partant un intérêt cumulatif de cinq pour cent (5%) par an, et en 4,900 actions communes sans valeur nominale ou au pair qui seront émises et réparties comme tel:

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de (\$35,000.00) trente cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10723-o L. DÉSILETS.

"Alphonse Deveau Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Roméo Leclerc, négociant, de Portneuf, J.-Jacques Trottier, gérant, de St-Casimir, J.-Armand Trottier, gérant, de St-Casimir, et Dame Marguerite Julien, épouse séparée de biens dudit Roméo Leclerc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous du comté de Portneuf, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce de bonbons, biscuits, tabacs, cigars et cigarettes et autres articles de Alphonse Deveau, de St-Casimir, ou ayants-droit:

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre et généralement faire le commerce en gros seulement de bonbons, biscuits, tabacs, cigares, cigarettes, meubles meublants, approvisionnements et produits comestibles de toutes sortes, articles composés en tout ou en partie de bois, métal, plastique, verre, cuir, d'appareils électriques de toutes sortes, ustensiles de cuisines, ameublements et accessoires de magasins, sous le nom de "Alphonse Deveau Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Casimir, comté de Portneuf, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de juillet 1945

L'Assistant-procureur général,
10724-o L. DÉSILETS.

"Argyle Nurses Association"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Nina Graham, Edith Mabel Harper, tous deux de la cité de Montréal, et Rose Murray, de la cité de Westmount, toutes gardes-malades, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper en une association les gardes-malades qui sont graduées du "Montreal Foundling & Baby Hospital School";

Ouvrir des cercles pour approfondir l'étude de questions se rapportant à la profession de garde-malade, donner des conférences, faire de

garden accessories, seed grain, chemical and other fertilizer.

C.— Food products such as: cereals, tea, coffee, spices, fruits, vegetables, fish and the like, under the name of "Agences Trans-Américaines Ltée — Trans American Agencies Ltd."

The amount of capital stock of the company will be divided into 7,500 preferred shares of (\$10) ten dollars each, bearing five per cent (5%) cumulative interest per annum, and into 4,900 common shares without nominal or par value to be issued and allotted as such;

The amount with which the company will commence its operations is (\$35,000) thirty-five thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10723 Deputy Attorney General.

"Alphonse Deveau Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1945, incorporating: Romeo Leclerc, merchant of Portneuf, J.-Jacques Trottier, manager, of St-Casimir, J.-Armand Trottier, manager, of St-Casimir, and Dame Marguerite Julien, wife separate as to property of said Romeo Leclerc, and by him duly authorized for the purposes hereof, all of the county of Portneuf, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the wholesale business of candies, biscuits, tobacco, cigars and cigarettes and other articles, of Alphonse Deveau, of St-Casimir, or his assigns;

To manufacture, purchase, import, export, sell and deal generally, wholesale only, in candies, biscuits, tobacco, cigars, cigarettes, furniture, provisions and food products of every kind, articles made in whole or in part of wood, metal, plastic, glass, leather, electric apparatus of every kind, kitchen utensils, store furniture and accessories, under the name of Alphonse Deveau Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Casimir, county of Portneuf, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10724 Deputy Attorney General.

"Argyle Nurses Association"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1945, incorporating without share capital: Nina Graham, Edith Mabel Harper, both of the City of Montreal, and Rose Murray, of the City of Westmount, all nurses, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To group into an association the nurses who are graduated of the Montreal Foundling & Baby Hospital School;

To open circles to further the study of questions dealing with the nursing profession, give conferences, to propagate by tracts, advertisements,

la propagande au moyen de pamphlets, publicité, littérature, afin de promouvoir les intérêts de la profession de garde-malade et ceux des membres en particulier, sous le nom de "Argyle Nurses Association".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10725 L. DÉSILETS.

"Armand Sicotte & Fils Limitée"
"Armand Sicotte & Sons Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Armand Sicotte, Jean Sicotte, Bernard Sicotte, ingénieurs civils, Guy Sicotte, étudiant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

La construction, réparation et/ou amélioration de chemins, routes, ponceaux et ponts et de tous les accessoires pour voies de communications;

Faire tous commerces et toutes opérations d'affaires comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, l'amélioration, la modification, la réparation, la démolition et l'opération de travaux publics et privés de toute nature et de tout genre;

Importer, exporter, acheter, vendre, échanger, louer, prendre à bail, affermer et autrement exploiter, faire le commerce et le trafic de camions, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, pelles mécaniques ou à vapeur, mécanisme, outils, moyens de transport et machines de toutes sortes;

Faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs ou exportateurs, facteurs ou agents, commerçants ou fabricants de ciment, béton, mortier, béton armé, brique, armatures, asphalte, goudron, bitume, caoutchouc, plastique, métal, matériaux de fondation, renforcement ou couverture, soit de tous accessoires à ces objets et en général de tous matériaux de construction;

Exploiter, manufacturer, préparer, acheter, vendre, échanger ou autrement faire le commerce du bois en général, y compris l'industrie de la pulpe et tous autres genres de commerce ou d'industrie subsidiaires;

Importer, exporter, extraire, produire, acheter, vendre, exploiter, raffiner, entreposer, emmagasiner, transporter, voiturier, fournir et distribuer le pétrole de toute nature et description, l'huile, le gaz naturel et leurs produits ou sous-produits, sous le nom de "Armand Sicotte & Fils Limitée" "Armand Sicotte & Sons Limited", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10726-o L. DÉSILETS.

"A. & P. Dental Supply Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

literature, the interests of the nursing profession and those of the members in particular, under the name of "Argyle Nurses Association".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10725-o Deputy Attorney General.

"Armand Sicotte & Fils Limitée"
"Armand Sicotte & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Armand Sicotte, Jean Sicotte, Bernard Sicotte, civil engineers, Guy Sicotte, student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The construction, repair and/or improvement of roads, highways, culverts and bridges and all accessories to means of communication;

To carry on any business and any operations as general contractors for the building, erecting, improvement, alteration, repairing, demolishing and carrying out of public and private works of every kind and every sort;

To import, export, purchase, sell, exchange, lease, take on lease, hire and otherwise operate, deal and trade in trucks, tractors, motor-vehicles, automobiles, mechanical or steam shovels, mechanisms, tools, means of transportation and machines of every kind;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers or exporters, factors or agents, dealers in or manufacturers of cement, concrete, mortar, reinforced concrete, brick, bracings, asphalt, tar, pitch, rubber, plastic, metal, foundation, reinforcement or roofing materials, namely, all accessories to the said objects and, in general, any building materials;

To operate, manufacture, treat, purchase sell, exchange or otherwise carry on a general lumber business, including the pulp industry and any other kind of subsidiary business or industry;

To import, export, extract, produce, purchase, sell, deal in, refine, store, warehouse, transfer, convey, supply and distribute petroleum of every kind and description, oil, natural gas and the products or by-products thereof, under the name of "Armand Sicotte & Fils Limitée" — "Armand Sicotte & Sons Limited", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10726 Deputy Attorney General.

"A. & P. Dental Supply Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Pro-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1945, constituant en corporation: Gerald McPherson Almond, C.R., et Paul Galt Michaud, tous deux avocats, Irène Leduc, Gertrude Richard, Jacqueline Bastien, sténographes, filles, majeures, tous de la cité de Montréal, et Emilien Brais, avocat, de la ville de Longueuil, Norman Saylor, avocat, du village de Caughnawaga, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, faire le commerce et négoce, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de tous articles, produits chimiques de toute description, de même que procédés et formules chimiques de toute sorte, accessoires, articles, matériaux, instruments et appareils à l'usage des dentistes, chirurgiens-dentistes ou de la profession dentaire en général; le tout sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie (S.R. 1941 chapitre 267), sous le nom de "A. & P. Dental Supply Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10727

L. DESILETS.

"Bevicray Limited"
"Bevicray Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Benjamin Benoit et Hector Benoit, avocats, de la cité de Montréal, et Jacqueline Plouffe, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de Laval-des-Rapides, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel, avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, conformément aux licences dont jouira ladite compagnie, tel que cabaret, taverne, salle organisée pour la vente de vins, bières, rafraîchissements et spiritueux, importateur et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles, victualleur, propriétaires de voiture, fiacre, véhicules et garage, fermier, laitier, marchand de glace, propriétaires de clubs, bains, salles de toilettes, buanderie, salles de lecture et d'écriture, dépôts de journaux, kiosque de souvenirs et curiosités, bibliothèques, terrains et lieux de divertissements, d'amusements de sport et de récréation, marchand de tabac et cigares, boutique de barbier, agent de voyage, propriétaire de théâtre, sous le nom de "Bevicray Limited — Bevicray Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 49,900 actions de \$1.00 chacune.

Les pouvoirs accordés ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente et unième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10728-o

L. DESILETS.

vince of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Gerald McPherson Almond, K.C. and Paul Galt Michaud, both advocates, Irène Leduc, Gertrude Richard, Jacqueline Bastien, stenographers, spinsters, all of the City of Montreal, and Emilien Brais, advocate of the Town of Longueuil, Norman Saylor, advocate, of the Village of Caughnawaga, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and with, utilize and dispose of, either wholesale or retail, all articles, chemicals of every description, as well as chemicals, processes, or formulae of every kind, supplies, sundries, equipment, instruments and apparatus for the use of dentists, dental surgeons or the dental profession generally; the whole subject to the provisions of the Pharmacy Act (R.S. 1941 Chapt. 267), under the name of "A. & P. Dental Supply Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DESILETS,

10727-o

Deputy Attorney General.

"Bevicray Limited"
"Bevicray Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1945, incorporating: Benjamin Benoit and Hector Benoit, advocates, of the city of Montréal, and Jacqueline Plouffe, stenographer spinster, in use of her rights, of Laval-des-Rapides all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, direct, manage, and carry on the hotel business, with all the privileges attached to such kind of business, in conformity with the licenses which said company may enjoy, such as cabaret, tavern, organized premises for the sale of wine, beer, refreshments and alcoholic liquor, act as importer and manufacturer of aerated waters, mineral and artificial, caterer, owner of carriages, cabs, vehicles and garage, farmer, dairyman, iceman, owner of clubs, baths, toilet rooms, laundries, reading and writing rooms, news-stands kiosques for souvenirs and curios, libraries, entertainment, amusement, sport and recreation grounds and premises, tobacco and cigar dealer, barber shops, travel agent, theatre owner, under the name of "Bevicray Limited" — "Bevicray Limitée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 49,900 shares of \$1 each.

The powers granted shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or mixed games of chance and skill.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of July, 1945.

L. DESILETS,

10728

Deputy Attorney General.

"Bradley Interests Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., avocat, Michael C. Herman, avocat, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de biens immobiliers et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de biens immobiliers, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains, immeubles et biens immobiliers de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toutes telles propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement; et ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur lesdites propriétés réelles ainsi acquises; et vendre, louer, donner à bail, transporter, échanger, disposer et autrement faire le commerce de terrains, immeubles et biens immobiliers et des bâtisses dessus érigées, et disposer de toutes rues, carrés ou ruelles situés sur ces propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenable, sous le nom de "Bradley Interests Ltd.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 20 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10729 L. DÉSILETS.

"C. A. Lorrain & Fils Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. A. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1945, constituant en corporation: François-Auguste Lorrain, courtier d'assurances, de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, Joseph-Albert Beauséjour, gérant, et Wilfrid-Paul Beauséjour, agent, ces deux derniers des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme courtier d'assurances ou comme agents d'assurances pour le placement d'assurances ou de ré-assurances contre les accidents; l'incendie, sur la vie, de garantie, maritime, aérienne, et tout autre genre d'assurance ou de ré-assurances; agir comme agents ou gérants pour toute compagnie, firme, ou individu réalisant des opérations d'assurances sous toutes les formes; accepter ou payer des commissions et rémunérations pour les services rendus à titre d'agents ou de courtiers d'assurances, le tout dans les limites prévues par la Loi des Assurances de Québec;

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, acheter, vendre des titres, actions, obligations, débetures et toutes sortes de valeurs négociables, soit comme vendeur, mandant, mandataire ou agent, et exercer le commerce général d'une corporation de placement, promotion et courtage, sous le nom de "C. A. Lorrain & Fils

"Bradley Interests Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1945, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., advocate, Michael C. Herman, advocate, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise; and to erect houses, buildings, and other constructions on said real property so acquired; and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immoveables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes, on such property, in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "Bradley Interests Ltd.", with a total capital stock of \$2,000.00, divided into 20 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10729-o Deputy Attorney General.

"C. A. Lorrain & Fils Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of July, 1945, incorporating: François-Auguste Lorrain, insurance broker, of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, Joseph-Albert Beauséjour, manager, and Wilfrid-Paul Beauséjour, agent, the two latter of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance broker or as insurance agent for the placing of insurance or re-insurance accident, fire, life, guarantee, marine, aerial and any other kind of insurance or re-insurance; to act as agents or managers for any company, firm or individual carrying on the insurance business under any of the forms thereof; to accept or pay commission or remuneration for services rendered as insurance agents or brokers, the whole within the limits provided by the Quebec Insurance Act;

To carry on business as an investment company, purchase, sell titles, shares, bonds, debentures and any kind of negotiable securities, whether as vendor, principal, mandatory or agent, and carry on the general business of an investment, promotion and brokerage corporation, under the name of "C. A. Lorrain & Fils

& Fils Incorporée", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions communes de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10730-o

L. DÉSILETS.

"Capsules Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1945, constituant en corporation: Harold Sydney Freeman, Lewis Kellert Freedman et David Coveler, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les commerces de manufacturiers, trafiquants, exportateurs, importateurs et en général marchands de capsules à bouteilles, capsules pour bouteilles, couronnes, dessus, fermetures et bouchons faits de papier, papier en feuilles, plomb, aluminium, fer blanc, plaque d'étain, liège, plastique, caoutchouc et tous autres matériaux et métaux; manufacturer, importer et exporter, acheter et vendre, et en général faire le commerce de toutes sortes de machines et appareils pour la fabrication desdits produits, et acheter, vendre, faire le commerce et fabrication de toutes sortes et descriptions d'articles, d'objets et marchandises, y compris les matières brutes employées, ou susceptibles d'être employées dans les produits susdits, ou dans la fabrication de ces machines et appareils;

Faire le commerce qui consiste à dessiner, manufacturer, produire, transformer, exploiter, exporter, faire le commerce et négoce de toutes sortes et tous genres d'usines, machinerie, outils, appareils, instruments, presses hydrauliques, établissements sidérurgiques, aciéries et usines métallurgiques, appareils et matériaux et toutes pièces et tous accessoires d'iceux, sous le nom de "Capsules Limited", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10731

L. DÉSILETS.

"Chenille Dyers Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, avocats, et Harry Golden, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer et exporter, négocier et faire le commerce de teintures et de celui qui consiste à teindre la chenille textiles ou tous tissus ou matières quelconques, sous le nom de "Chenille Dyers Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Incorporée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

10730

Deputy Attorney General.

"Capsules Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of June, 1945, incorporating: Harold Sydney Freeman, Lewis Kellert Freedman and David Coveler, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers and dealers generally in bottle capsules, bottle caps, crowns, tops, closures and stoppers made of paper, foil-paper, lead, aluminum, tin, tin-plate, cork, plastic, rubber and any other material and metal; and to manufacture, import and export, buy and sell, and deal in generally all kinds of machinery and appliances for the manufacture of the said products, and to buy, sell, deal in and manufacture all kinds and description of goods, wares and merchandise, including raw materials used, or capable of being used in the foregoing products, or in the manufacture of such machinery and appliances;

To carry on business as designers, manufacturers, producers, processors, operators, exporters, merchants and dealers of and in all kinds and types of plant, machinery, implements apparatus, instruments, hydraulic presses, iron, steel and metal works, appliances and equipment and any parts and accessories thereof, under the name of "Capsules Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10731-o

Deputy Attorney General.

"Chenille Dyers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1945, incorporating: Arthur Levin, Lazarus L. Tinkoff, advocates, and Harry Golden, bailiff, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import and export, trade and deal in the business of dyes and the dyeing of chenille, textiles, or any fabric or material whatsoever, under the name of "Chenille Dyers Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10732 L. DÉSILETS.

"Chez Bennett Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1945, constituant en corporation: Jack Laster, John Bernetsky, tous deux marchands, des cité et district de Trois-Rivières, Thomas Michael Tansey, Samuel Moskovitch, avocats, des cité et district de Montréal, tous de la Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en détail de toutes sortes d'habits tout faits, vêtements, lingerie de femmes, fourrures et toutes autres choses connexes au vêtement, sous le nom de "Chez Bennett Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1223 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10733 L. DÉSILETS.

"Colonie Notre-Dame"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1935, constituant en corporation sans capital-actions: le Rév. Désiré Waddel, P.S.S., Chapelain, René DuRuisseau, barbier, Jean-Louis Béland, étudiant, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Procurer aux fillettes pauvres, canadiennes-françaises et catholiques de Montréal et des environs, un milieu favorable à leur santé et à leur développement physique, tout en leur assurant une certaine culture intellectuelle et une solide formation morale:

Plus spécialement acquérir, établir, ériger, entretenir, louer ou autrement posséder, développer un ou plusieurs camps ou "colonies", pour la saison de l'été, et un ou plusieurs centres de loisirs ou "patronages", à Montréal, pour le reste de l'année, sous le nom de "Colonie Notre-Dame".

Le montant auquel sont limitées les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de juillet, 1945.

L'Assistant-procureur général,
10734-o L. DÉSILETS.

"Desco Textiles Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: J. Henri Desloges, J. Valmore Desloges, tous deux agents et vendeurs, et Laurette-L. Desloges, ménagère, épouse séparée de biens de J. Valmore Desloges et dûment autorisée par lui aux fins des présentes,

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10732-o Deputy Attorney General.

"Chez Bennett Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1945, incorporating: Jack Laster, John Bernetsky, both merchants, of the City and District of Three Rivers, Thomas Michael Tansey, Samuel Moskovitch, advocates, of the City and District of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business, retail of all kinds of ladies' ready-to-wear, clothing, lingerie, furs and in all other things appertaining to wearing apparel under the name of "Chez Bennett Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1223 St. Catherine St. East, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10733-o Deputy Attorney General.

"Colonie Notre-Dame"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: The Rev. Désiré Waddel, P.S.S., Chaplain, René DuRuisseau, barber, Jean-Louis Béland, student, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide for poor, French Canadian and Catholic young girls of Montreal and the surroundings, an environment suitable to their health and their physical development, at the same time assuring them of a certain intellectual culture and solid moral formation;

More particularly to acquire, establish, erect, maintain, lease or otherwise possess, develop one or more camps or "colonies", for the summer season, and one or more recreational centres or homes "patronages", at Montreal, for the remainder of the year, under the name of "Colonie Notre-Dame".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10734 Deputy Attorney General.

"Desco Textiles Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: J.-Henri Desloges, J.-Valmore Desloges, both agents and salesmen, and Laurette-L. Desloges, housekeeper, wife separate as to property of J.-Valmore Desloges and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal,

tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents, marchands en gros et en détail, commerçants et négociants de produits textiles, soieries, satins, coton, lainages, fils, draps, fournitures, doublures, tissus et marchandises sèches de toute sorte et description utilisés dans les vêtements pour hommes et femmes, ainsi que de tous articles, tissus, produits et commodités manufacturés y compris en tout ou en partie, et de tous autres articles, commodités et tissus nécessaires ou incidents se rapportant aux précédents, sous le nom de "Desco Textiles Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10735 L. DÉSILETS.

"Drouin & Drouin Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Armand Drouin, comptable, Gustave Drouin, agent, Alfred Drouin, gérant, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'exploitant de bois, marchand de bois, de propriétaire de scieries, moulin à bardeau et de pulpe, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce du bois de toute sorte, et manufacturer et faire le commerce de tous articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois est utilisé et tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des rebuts du bois;

Exercer dans toutes ses spécialités les opérations de manufacturier et marchand de bois de plancher, billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de la pulpe de bois, du papier et autres produits de la forêt ou les sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres articles et matériels dans lesquels le bois, la pulpe, les planches de pulpe ou le papier entrent ou dont ils forment partie;

Manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de la tourbe, charbon, combustible et produits chimiques et acheter, ériger ou autrement acquérir les manufactures ou usines qui seront jugées nécessaires pour lesdites fins;

Faire le commerce général d'immeubles, sous le nom de "Drouin & Drouin Ltée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10736-o L. DÉSILETS.

"Édouard Monette, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Marcel Pinard, avocat, de la cité

Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, exporters, importers, agents, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in textiles, silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloths, trimmings, linings, fabrics and dry goods of every kind and description used in men's and women's apparel, as well as in all manufactured articles, materials, products and commodities comprised in whole or in part thereof, and all other articles, commodities and materials necessary or incidental in connection with the foregoing, under the name of "Desco Textiles Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10735-o Deputy Attorney General.

"Drouin & Drouin Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1945, incorporating: Armand Drouin, accountant, Gustave Drouin, agent, Alfred Drouin, manager, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and industry of wood dealer, lumber merchant, owner of saw-mills, shingle and pulp mills, and to purchase, sell, render marketable, manufacture, import, export and deal in wood of every kind, and manufacture and deal in any kind of articles in the manufacturing of which wood is used and any articles capable of being made of or extracted from wood or the waste matter thereof;

To carry on, in all the specialties thereof, the business of manufacturer of and dealer in flooring wood, logs, timber, lumber, pulp-wood, wood-pulp, paper and other forest products or any by-products of wood and pulp, and any other articles and materials wherein wood, pulp, pulp-board or paper may enter or whereof they form part;

To manufacture, purchase, sell and deal in peat, coal, fuel and chemicals and purchase, erect or otherwise acquire the factories or plants which may be deemed necessary for the said purposes;

To carry on a general real estate business, under the name of "Drouin & Drouin Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10736 Deputy Attorney General.

"Édouard Monette, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1945, incorporating: Marcel Pinard, advocate, of the city of Outremont, Paul-Édouard

d'Outremont, Paul-Édouard Dessane, comptable, et Irène Bégin, sténographe, célibataire, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, conclure, parfaire et acquérir des contrats pour construire, ériger, entreprendre, fournir aménager et améliorer des bâtisses, structures de toute espèce et catégorie, ponts, chaussées, chemins, cours d'eau, faire des conventions et arrangements avec des constructeurs, propriétaires et autres, exercer sous toutes ses formes le commerce de constructeur, entrepreneur, débardeur, marchand de pierre, brique, bois, charbon, marbre, ciment, granit, tuile, ferronnerie, plomberie, métaux et autres matériaux ou choses indispensables à la construction, et particulièrement exercer l'industrie de constructeur et d'entrepreneur;

Exercer le commerce d'automobiles, de camions de tracteur et de toute espèce de véhicules-moteurs et des accessoires, et exercer aussi l'industrie de réparations à toute espèce de véhicules-moteurs;

2.— Exercer le commerce de camionneur, de voiturier et d'entreposeur pour matériaux, marchandises pour les besoins de la compagnie ou pour toute autre personne ou société;

4.— Exploiter l'industrie de la fonte, du fer, cuivre, nickel et autres métaux, en faire la transformation sous toutes les formes exigées par le commerce, et en particulier faire le polissage des dits métaux et exercer en général le commerce des dits métaux, sous le nom de "Édouard Monette, Limitée", avec un capital total de \$20,000., divisé en 200 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10737-o

L. DÉSILETS.

"Everest & Rawlings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Capitaine Lee Roy Rawlings, officier de transport, Frederick Hollis West, gérant, Charles Edward Everest, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et détaillants des articles, effets et marchandises suivants, à savoir:

Machinerie, outils et instruments de toutes sortes; et de la matière première, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de machinerie, d'outils et instruments;

Aliments, produits alimentaires et préparations alimentaires;

Charbon, bois de charpente, combustible et matériaux de construction;

Textiles, marchandises sèches, habits et vêtements et la matière première dont ils sont faits;

Pulpe et papier et leurs produits;

Acier, produits en acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Everest & Rawlings Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Dessane, accountant, and Irène Bégin, stenographer, spinster, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, enter into, perform and acquire contracts for the construction, erecting, undertaking, furnishing, supplying and improving of buildings and structures of all classes and descriptions, bridges, ditches, roads, watercourses, to make arrangements and agreements with builders, proprietors and others, to carry on in all its lines the business of builder, contractor, stevedore, dealer in stone, brick, wood, coal, marble, cement, granite, tile, ironware, plumbing, metals and other materials and things indispensable to construction and in particular to carry on the industry of builder and contractor;

To deal in automobiles, trucks, tractors and all kinds of motor vehicles and their accessories, and also to carry on the industry of repairing all kinds of motor vehicles;

To carry on the business of carrier, carter and warehouseman for materials, merchandise for the needs of the company or for any other person or firm;

To deal in cast iron, iron, copper, nickel and other metals, to transform the same in every way to meet the requirements of the business, and in particular to polish the said metals and deal generally with the said metals, under the name of "Edouard Monette, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

10737

Deputy Attorney General.

"Everest & Rawlings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1945, incorporating: Captain Lee Roy Rawlings, transport officer, Frederick Hollis West, manager, Charles Edward Everest, agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers and retailers of the following goods, wares and merchandise, to wit:

Machinery, Tools and Implements of all kinds; and materials, metals and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements;

Foods, Food Products and Food Preparations;

Coal, Timber, Fuel and Building Materials;

Textiles, Dry Goods, Clothing and Wearing Apparel, and the raw materials from which they are made;

Pulp and Paper and their products;

Steel, Steel Products, Electrical Appliances and Plastics, under the name of "Everest & Rawlings Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10738 L. DÉSILETS.

"Fur & Leather Reenforcers Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Harry H. Kliger, avocat, Morris Bloomfield et Israel Zackon, tous deux marchands, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de coton caoutchouté et travaillé chimiquement, toiles, soieries, lainages, tissus textiles, draps, fourrures, machinerie et produits en fourrure d'aucune sorte et description, cellulose, cellulose, marchandises imperméables, vêtements imperméables, cuir, cuir artificiel, ceintures;

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre les articles ci-dessus, ainsi que celui qui consiste à les teindre, préparer, traiter et travailler;

Exercer le commerce qui consiste à travailler et à combiner la fourrure et le coton, à caoutchouter les tissus et à enduire et renforcer des étoffes, tissus textiles et du papier, sous le nom de "Fur & Leather Reenforcers Limited", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 408 rue Saint-Gabriel, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10739 L. DÉSILETS.

"Globe Construction Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1945, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du roi, Reuben Spector, Moses Moscovitch, tous deux avocats, Rose Nutik et Margaret McMartin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux, et passer des contrats, construire, exécuter, posséder et faire le commerce de toutes sortes et descriptions de travaux, et exercer pour les fins susdites les commerces d'une compagnie de construction générale et d'entrepreneurs pour la construction et l'aménagement de travaux et bâtiments publics et privés, et d'entrepreneurs-électriciens, mécaniciens et de travaux hydrauliques;

Faire le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toitures et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par les entrepreneurs, bâtisseurs ou couvreurs;

Manufacturer, acheter et faire le commerce de la quincaillerie;

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10738-o Deputy Attorney General.

"Fur & Leather Reenforcers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1945, incorporating: Harry H. Kliger, advocate, Morris Bloomfield and Israel Zackon, both merchants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with rubberized and chemically processed cottons, linens, silks, woolens, textile fabrics, cloths, furs, machinery fur products of every kind and description, cellulose, celluloid, waterproof goods, waterproof clothing, leather, artificial leather, belting;

To carry on the business of manufacturing, buying and selling the above, as well as the dyeing, dressing, trimming and processing of same;

To carry on the business of the processing and combining of fur and cotton, rubberizing materials and the coating and backing of cloth, textile fabrics and paper, under the name of "Fur & Leather Reenforcers Limited", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into 150 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 408 St. Gabriel St., City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10739-o Deputy Attorney General.

"Globe Construction Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Reuben Spector, Moses Moscovitch, both advocates, Rose Nutik and Margaret McMartin, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of General Contractors, and to enter into, contract for, construct, execute, own and carry on all kinds and descriptions of works, and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction and equipment of public and private works and buildings, and of electrical, mechanical, hydraulic, contractors;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers;

To manufacture, purchase and deal in hardware;

Acheter, posséder, vendre, faire le commerce, louer ou autrement acquérir des limites à bois, billots, bois, dormants de chemins de fer; manufacturer chaque et toutes sortes de bois, planches et matériaux de construction;

Ériger, acquérir, posséder, acheter, vendre, louer, céder, améliorer, et exploiter des scieries, ateliers de rabotage et autres moulins et bâtisses pour la manufacture du bois, des dormants et matériaux de construction, sous le nom de "Globe Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 300 actions de la valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10740

L. DÉSILETS.

"Guilbault & Fils Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Léon Guilbault, Marcel Guilbault et Emile Guilbault, tous mécaniciens, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, faire le commerce, céder et installer toutes sortes de métaux, y compris le polissage du cuivre dans toutes ses spécialités, des équipements pour les services du gaz et d'électricité et pour la pose de fils électriques, la fonte du cuivre, la forge du fer blanc et du cuivre, le placage, la plomberie et la pose d'appareils à vapeur de toutes sortes, y compris la fabrication du gaz, de compteurs d'eau et d'électricité, ainsi que tous les travaux s'y rattachant avec le droit de passer des contrats pour la fabrication, l'approvisionnement et la vente de tous les matériaux semblables et l'installation de toutes usines s'y rattachant;

Exercer l'industrie de fondeurs, manufacturer et préparer autrement, acheter ou acquérir autrement, emmagasiner, transporter, disposer et généralement faire le commerce de métal anti-friction de cuivre, d'acier et leurs composés;

Manufacturer, acheter, vendre, louer et disposer autrement d'inventions pour les lignes de transmission et les appareils d'usines électriques, ameublements, agencements et équipements de toute nature, nettoyeurs à vide, machines à laver, machines à frotter le plancher, machines à coudre, et autres inventions pour épargner le travail et le temps, accessoires et équipements de maison, de bureau, et de fabrique, quincaillerie de toutes sortes, machines et approvisionnements pour les machines et exercer l'industrie de mécaniciens et de forgerons, sous le nom de "Guilbault & Fils Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10741-o

L. DÉSILETS.

"Harm Stick Products Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en

To buy, own, sell, deal in, lease or otherwise acquire timber limits, logs, lumber, railroad ties; to manufacture every and all kinds of lumber, boards and building materials;

To erect, acquire, own, buy, sell, lease, convey, improve, and operate saw mills, planing mills and other mills and buildings for the manufacture of lumber, ties and building materials, under the name of "Globe Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into 300 shares of the par value of \$50.00 each.

The head office of the Company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

10740-o

"Guilbault & Fils Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Léon Guilbault, Marcel Guilbault and Emile Guilbault, all mechanics, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, deal in, convey and install all kinds of metals, including the polishing of copper in all its specialties, equipment for gas and electricity service and for the laying of electric wires, the casting of copper, the forging of tin and copper, plating, plumbing and steam fitting of all sorts, including the manufacturing of gas, water and electricity meters, and also all works connected with the right to enter into contracts for the manufacturing, supplying and sale of similar materials and the installation for any plants connected therewith;

To carry on the business of smelters, to manufacture and otherwise prepare, buy or otherwise acquire, store, transport, dispose of and generally deal with anti-friction metal of copper, steel and their compounds;

To manufacture, buy, sell, lease and otherwise dispose of inventions for transmission lines and electric plant equipment, furniture, appliances and apparatus of every kind, vacuum cleaners, washing machines, floor polishing machines, sewing machines, and other inventions for the saving of labour and time, household, office and factory supplies and equipment, hardware of all kinds, machines and machinery supplies and to carry on the industry of mechanics and blacksmiths, under the name of "Guilbault & Fils Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

10741

"Harm Stick Products Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Marcel Payette,

corporation: Marcel Payette, courtier en assurance, Jean Fortier, avocat, Pierrette Fortier, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et se charger, comme entreprise en exploitation du commerce présentement exercé dans la paroisse Notre-Dame, district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, sous le nom et raison sociale de "Harm Stick Products Reg'd.", et tous ou l'un quelconque des biens et engagements du propriétaire de cette firme en rapport avec iceux, et le payer en actions libérées de la compagnie;

Acheter, vendre, importer, manufacturer et généralement faire le trafic de toutes sortes de marchandises se rapportant aux savons, corps gras, huiles végétales, colles et insecticides, sous le nom de "Harm Stick Products Company Limited", avec un capital total de \$2,000.00, divisé en 20 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, N° 625, rue Saint-Denis.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10742-o L. DESILETS.

"J. M. Winters Furs Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs et en général marchands en gros et en détail, de fourrures de toutes sortes, peaux brutes et préparées, étoffes de poil, vêtements de toutes sortes, confectionnés en tout ou en partie de fourrure ou d'étoffes de poil, et peaux, cuir et articles en cuir de toutes sortes et faire ledit commerce soit comme mandants ou agents;

Faire tous ou aucun des commerces de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs généraux et marchands de caoutchouc et d'articles en caoutchouc, parapluies, cannes, ornements articles de toilette, parfum, savon et tous autres articles, produits, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "J. M. Winters Furs Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10743 L. DESILETS.

"Joliette Construction Company Ltd."

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

insurance broker, Jean Fortier, advocate, Pierrette Fortier, stenographer, spinster, all of the city and district of Saint-Hyacinthe, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern, the business actually carried on in the parish of Notre-Dame, district of Saint-Hyacinthe, Province of Quebec, under the firm name and style of "Harm Stick Products Reg'd." and all or any of the assets and liabilities of the owner of said firm, in connection therewith, and to pay therefor in paid-up shares of the company;

To purchase, sell, import, manufacture, and deal generally in all kinds of merchandise connected with soaps, greases, vegetable oils, glues and insecticides, under the name of "Harm Stick Products Company Limited", with a total capital stock of \$2,000, divided into 20 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, No. 625 St. Denis Street.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DESILETS,
10742 Deputy Attorney General.

"J. M. Winters Furs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Reva Morenstein, stenographer, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, buyers, sellers, importers and dealers generally at wholesale and at retail, on furs of all kinds, raw and dressed skins, fur fabrics, garments of all kinds, made wholly or partly of fur or fur fabrics, and hides, leathers and leather goods of all kinds and to carry on said business either as principals or agents;

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, under the name of "J. M. Winters Furs Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July 1945.

L. DESILETS,
10743-o Deputy Attorney General.

"Joliette Construction Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day

patentes en date du dix-huitième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Honoré Dionne, avocat, Hervey Majeau, commerçant, Alban Dionne, comptable, tous des cité et district de Joliette, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général, dans toutes leurs spécialités, les commerces de bâtisseurs, constructeurs, et faire, entreprendre, effectuer, remplir et exécuter des contrats pour bâtir, ériger, construire, améliorer, aménager, et exploiter des bâtiments, travaux, constructions, entreprises, développements et projets, publics ou privés de toute sorte et description, et à ce sujet, faire dans toutes leurs spécialités respectives les commerces d'entrepreneurs-électriciens et mécaniciens, sous le nom de "Joliette Construction Company Ltd." avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10744 L. DÉSILETS.

"La Cie Placo Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour de juillet 1945, constituant en corporation: François-Xavier Lacoursière, chirurgien-dentiste, domicilié en la cité des Trois-Rivières, Louis-Philippe Lacoursière, chirurgien-dentiste, domicilié en la cité de Shawinigan Falls, Jules Lacoursière, cultivateur, domicilié en la paroisse de Batiscan, comté de Champlain, Napoléon Clément, contremaître, domicilié en la ville de Nicolet, comté de Nicolet, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme vendeur et fabricant de bois communément appelé bois plaqué, fabricant de meubles et tout ce qui se rapporte à ce genre de commerce, sous le nom de "La Cie Placo Co.", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Batiscan, comté de Champlain.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10745-o L. DÉSILETS.

**"La Compagnie des Publications Derby"
"Derby Publishing Company"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Roger Lacoste, avocat, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste et Jacques Duquette, avocats, Julien Latendresse, comptable, tous trois de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, imprimer, publier, circuler ou transiger en quelque façon que ce soit des journaux et publications;

D'agir spécialement comme compagnie de publication de journaux, sous le nom de "La Compagnie des Publications Derby"—"Derby

of July, 1945, incorporating: Honoré Dionne, advocate, Hervey Majeau, trader, Alban Dionne, accountant, all of the City and District of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally in all their branches the business of builders, contractors and to enter into, undertake, perform, carry out and execute contracts for the making, erecting, constructing, improving, equipping and operating of buildings, works, constructions, undertakings, developments and projects public or private of every kind and description, and in connection therewith to carry on in all their respective branches the businesses of electrical and mechanical contractors, under the name of "Joliette Construction Company Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Joliette, in the District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney general, this eighteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10744-o Deputy Attorney General.

"La Cie Placo Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of July, 1945, incorporating: François-Xavier Lacoursière, dental-surgeon, domiciled in the city of Trois-Rivières, Louis-Philippe Lacoursière, dental-surgeon, domiciled in the city of Shawinigan Falls, Jules Lacoursière, farmer, domiciled in the parish of Batiscan, county of Champlain, Napoléon Clément, foreman, domiciled in the town of Nicolet, county of Nicolet, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To act as salesman and manufacturer of the wood usually known as veneer, manufacturer of furniture and everything connected with such kind of business, under the name of "La Cie Placo Co.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Batiscan, county of Champlain.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10745 Deputy Attorney General.

**"La Compagnie des Publications Derby"
"Derby Publishing Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1945, incorporating: Roger Lacoste, advocate, of the city of Outremont, Marc Lacoste and Jacques Duquette, advocates, Julien Latendresse, accountant, all three of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, print, publish, circulate or deal in any manner with newspapers and publications;

To act in particular as a newspaper publishing company, under the name of "La Compagnie des Publications Derby"—"Derby Publishing Com-

Publishing Company", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10746-o L. DESILETS.

"L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée"
"The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juillet 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Dufresne, de la cité de Montréal, Maurice Corbeil et Lucien Bougie, de la cité d'Outremont, tous manufacturiers, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Assurer la promotion et la défense des intérêts individuels ou collectifs de ses membres, de même que la prospérité et le développement de l'Industrie de la chaussure;

Protéger et défendre les intérêts de ses membres en matière de législation tant fédérale que provinciale ou municipale, de tarif, de transport, d'assurance, d'importation ou d'exportation, de relations industrielles et ouvrières, bref en toutes matières où tels intérêts pourraient être affectés, sous le nom de "L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée" — "The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated".

Le montant auquel la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut détenir est limité à vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10747-o L. DESILETS.

"L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Henri Smith, industriel, maire de Chicoutimi, Jules Gauthier, notaire, maire de Jonquière, Joseph-Louis Fay, contremaître, maire d'Arvida, Joseph-Henri Bégin, agent d'assurance, maire de Dolbeau, Joseph-Ovide Bradet, commerçant, maire de Kénogami, Jean-Gérard Lamontagne, journaliste, directeur du *Progrès du Saguenay*, de Chicoutimi, Louis-René Lagacé, C.R., avocat, président de la Chambre de Commerce de Chicoutimi, Louis-Arthur Dussault, gérant, secrétaire de la Chambre de Commerce de Chicoutimi, Joseph-Augustin Fortin, courtier, secrétaire de la Chambre de Commerce de Roberval, de Chambord, McNeely DuBose, ingénieur, vice-président d'Aluminum Company of Canada, Limited, d'Arvida, Reginald Scott Armitage, gérant, Price Brothers & Company Limited, de Chicoutimi, Odilon Crevier, président d'Autobus & Taxis Limitée, industriel, de Chicoutimi, Georges-

pany", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10746 Deputy Attorney General.

"L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée"
"The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Dufresne, of the city of Montreal, Maurice Corbeil and Lucien Bougie, of the city of Outremont, all manufacturers, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To assure the promotion and defence of the individual or collective interests of its members and also the prosperity and development of the shoe industry;

To protect and defend the interests of its members in matters of legislation, whether federal, provincial or municipal, tariff, transportation, insurance, importation or exportation, industrial or labor relations, in a word, any matters wherein such interests might be affected, under the name of "L'Association de Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée" — "The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10747 Deputy Attorney General.

"L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Georges-Henri Smith, manufacturer, mayor of Chicoutimi, Jules Gauthier, notary, mayor of Jonquière, Joseph-Louis Fay, foreman, mayor of Arvida, Joseph-Henri Bégin, insurance agent, mayor of Dolbeau, Joseph-Ovide Bradet, merchant, mayor of Kénogami, Jean-Gérard Lamontagne, journalist, director of the *Progrès du Saguenay*, of Chicoutimi, Louis-René Lagacé, K.C., advocate, president of the Board of Trade of Chicoutimi, Louis-Arthur Dussault, manager, secretary of the Board of Trade of Chicoutimi, Joseph-Augustin Fortin, broker, secretary of the Board of Trade of Roberval, of Chambord, McNeely Dubose, engineer, vice president of the Aluminum Company of Canada, Limited, of Arvida, Reginald Scott Armitage, manager, Price Brothers & Company, Limited, of Chicoutimi, Odilon Crevier, president of Autobus & Taxis Limitée, manufacturer, of Chicoutimi, Georges-Henri

Henri Lavoie, industriel, de Bagotville, Yvon Cousineau, ingénieur, d'Arvida, Jules Landry, C.R., avocat, de Chicoutimi, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Stimuler l'intérêt général, aussi bien localement qu'à l'extérieur, dans l'expansion industrielle de la région Saguenay Lac Saint-Jean;

Recueillir et classer tous renseignements relatifs aux ressources et facilités de cette région, sous le nom de "L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Arvida, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10748-o L. DESILETS.

Lavoie, manufacturer, of Bagotville, Yvon Cousineau, engineer of Arvida, Jules Landry, K.C., advocate, of Chicoutimi, all of the Province of Quebec for the following purposes:

To stimulate a general interest, both locally as well as elsewhere, in the industrial expansion of the Saguenay-Lake St. John region;

To collect and classify all information regarding the resources and facilities of the said region, under the name of "L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Arvida, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DESILETS,
10748 Deputy Attorney General.

"Les Brassières Bégin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Pierre Amyot, industriel, Albert Lachance et Roger Langevin, comptables, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vêtements, sous-vêtements d'aucune sorte quelconque, pour dames, hommes et enfants, de lingerie, costumes, robes, manteaux de sport, et toutes marchandises sèches de toutes catégories:

Exercer toutes ou aucune des opérations de manufacturiers d'habits, vêtements et sous-vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, corsetiers, modistes, costumiers, capeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, de drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs en général et marchands de marchandises en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements et articles de toilette, parfumerie, savon, sous le nom de "Les Brassières Bégin Inc.", avec un capital total de \$5,000.00, divisé en 500 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10749-o L. DESILETS.

"Canadian Independent Exporters Limited" "Les Exportateurs Canadiens Indépendants Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Lucien Drouin, négociant, Gustave Drouin et Robert Guay, agents, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie générale et le commerce de la pêche, y compris entre autres choses, prendre, saler, fumer, sécher, acheter, vendre, expédier, importer, exporter, faire faire les opérations susdites, et faire autrement le commerce et l'industrie, en gros et en détail, de toutes sortes de poissons, de crustacés, et autres produits et sous-pro-

"Les Brassières Bégin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1945, incorporating: Pierre Amyot, manufacturer, Albert Lachance and Roger Langevin, accountants, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and deal in, import, export, wholesale and retail, women's, men's and children's clothing, under-clothing of every kind, lingerie, suits, dresses, sports' coats and any class of dry goods whatsoever;

To carry on all or any business as manufacturers of garments, clothing and under-clothing of every kind, tailors, drapers, hosiers, corset-makers, milliners, costumers, hatters, furriers, glove-makers, dealers in silk, cotton, cloth and lace, haberdashers, suitcase manufacturers, and general suppliers of and dealers in rubber and waterproofs, umbrellas, canes, ornaments and toilet articles, perfumes, soaps, under the name of "Les Brassières Bégin Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10749 Deputy Attorney General.

"Canadian Independent Exporters Limited" "Les Exportateurs Canadiens Indépendants Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Lucien Drouin, trader, Gustave Drouin and Robert Guay, agents, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the fishing industry and business in general, including amongst other things, the catching, salting, smoking, drying, buying, selling, shipping, importing, exporting, having the aforesaid operations carried out, and otherwise engaging in the business and industry, wholesale and retail, of all sorts of fish, shell-fish, and other pro-

duits de la mer et des cours d'eau, et exercer, faire exercer les opérations susdites et autres nécessaires quant à ce qui concerne tout ce qui peut être de la nature d'une compagnie de salaison ou autres affaires connexes;

Traiter, manufacturer, transformer et autrement travailler, tous les produits et sous-produits tels que tannage des peaux en général, les huiles, les engrais chimiques, les produits alimentaires et autres choses connexes, sous le nom de "Canadian Independent Exporters Limited" — "Les Exportateurs Canadiens Independants Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10750-o

L. DÉSILETS.

"Manoir St-Lin Limitée"
"Manoir St-Lin Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Lucienne Méreineau, sténographe, fille majeure, Gérard Lanctot et Yvon Jasmin, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires de tenanciers d'hôtels, cafés, tavernes, restaurants, grills, comptoirs de rafraichissements et pensions, pourvoyeurs et marchands licenciés de vin, bière et liqueurs alcooliques, sujet à la Loi des Liqueurs de la province de Québec, importateurs, manufacturiers et distributeurs d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et breuvages, pourvoyeurs, victuailleurs pour les amusements publics en général, propriétaires de voitures, fiacres, cabriolets, voitures-automobiles, camionnettes, camions, tenanciers d'écuries de louage, garagistes, propriétaires et opérateurs de camions, moteurs, taxis, cultivateurs, jardiniers, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers et distributeurs d'aliments, animaux vivants et morts, produits domestiques de toutes descriptions, coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, piscines, buanderies, chambres de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et lieux d'amusements, récréations, divertissements et instructions de toutes sortes, propriétaires, opérateurs et locuteurs d'avions, hydravions, yachts, pistes de ski, de chenils, promoteurs sportifs, propriétaires de terrains de golf, promoteurs et organisateurs de parties de chasse et de pêche, et de courses, marchands de tabac, cigares et cigarettes, marchands de nouveautés, d'articles de sport et de lingerie, agents de compagnies de chemin de fer et de transport, voituriers, propriétaires de bureaux de location pour théâtres, cinémas et opéras, entrepreneurs, et toute autre industrie qui peut être convenablement exercée en rapport avec ces dits objets, sous le nom de "Manoir St-Lin Limitée" — "Manoir St-Lin Limited", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lin, comté de l'Assomption, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juillet 1945

L'Assistant-procureur général,

10751-o

L. DÉSILETS.

ducts and by-products of the sea and rivers, and to carry on and have carried on the aforesaid operations and others necessary as regards all that may concern anything in the way of a salting company or other business connected therewith;

To treat, manufacture, transform and otherwise prepare all the products and by-products such as the tanning of skins in general, oils, chemical fertilizers, foodstuffs and other things connected therewith, under the name of "Canadian Independent Exporters Limited" — "Les Exportateurs Canadiens Independants Limitée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General,

10750

"Manoir St-Lin Limitée"
"Manoir St-Lin Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1945, incorporating: Lucienne Méreineau, stenographer, spinster, Gérard Lanctot and Yvon Jasmin, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, café, tavern, restaurant, grill, refreshment booth and boarding-house keepers, licensed beer, wine and alcoholic liquor merchants and caterers, subject to the Province of Quebec Liquor Act, importers, manufacturers and distributors of aerated, mineral and artificial waters and beverages, caterers and purveyors for public amusements in general, proprietors of carriages, coaches, cabs, automobiles, station wagons, trucks, livery-stable keepers, garage-keepers, owners and operators of trucks, motors, taxis, farmers, gardeners, dairy-men, ice merchants, importers and brokers and distributors of foodstuffs, live and dead stock, domestic products of all descriptions, hair-dressers, perfumers, chemist, proprietors of clubs, baths, swimming-pools, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, playgrounds and other places of amusement, distraction and instruction of all kinds, proprietors, operators and lessors of aeroplanes, hydro-planes, yachts, ski trails, kennels, promoters of sports, proprietors of golf links, promoters and organizers of hunting and fishing parties, and races, tobacco, cigar and cigarette merchants, dealers in novelties, sporting goods and wearing apparel, railway and transportation company agents, carters, box office proprietors for theatres, moving pictures and operas, contractors and any other industry which may be conveniently carried on in connection with the said objects, under the name of "Manoir St-Lin Limitée" — "Manoir St-Lin Limited", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lin, county of l'Assomption, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

10751

"Nu-Way Fur Manufacturing Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: John Nagy, Percy Jakin et Moe Fishman, marchands, et dame Cecile Lafond, marchande publique, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des vêtements et articles en fourrure et en peaux de fourrure; préparer et teindre les fourrures et les peaux de fourrures; faire des plaques de fourrure et des garnitures de fourrure et des nouveautés en fourrure; manufacturer et assembler, vendre et distribuer et faire le commerce, en gros et en détail, de manteaux et capes en fourrure pour messieurs, dames et enfants; acheter, vendre, distribuer, faire le commerce de fourrures brutes et préparées, en gros et en détail, sous le nom de "Nu-Way Fur Manufacturing Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10752

L. DÉSILETS.

"Ornamental Metal and Machine Works Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Nick Chiccorelli, machiniste, Lucien Fiocco, machiniste, Milton Cytryn, gérant tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce de produits en métal et machinerie;

Exercer l'industrie et le commerce qui consistent à manufacturer du métal ornamental et faire des travaux mécaniques;

Construire, bâtir et imaginer des produits en métal de toutes sortes, soit faits à la main ou à la machine, sous le nom de "Ornamental Metal and Machine Works Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,

10753

L. DÉSILETS.

"Paul-H. Plamondon Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Paul-H. Plamondon, marchand, Maurice Houle, commis, Mme Lucille Thivierge Plamondon, épouse séparée de biens de Paul-H. Plamondon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des marchandises sèches et des lingeries dans toutes leurs formes et dérivés, des vêtements pour

"Nu-Way Fur Manufacturing Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1945, incorporating: John Nagy, Percy Jakin and Moe Fishman, merchants, and Dame Cecile Lafond, public merchant, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture apparel and articles from furs and fur pelts; to dress and dye furs and fur pelts; to make up fur plates and fur trimmings and fur novelties; to manufacture and assemble, sell and distribute and deal in, in wholesale and retail, in men's, ladies' and children's fur coats and capes; to buy, sell, distribute, deal in raw and dressed furs in wholesale and retail, under the name of "Nu-Way Fur Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

10752-o

Deputy Attorney General.

"Ornamental Metal and Machine Works Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1945, incorporating: Nick Chiccorelli, machinist, Lucien Fiocco, machinist, Milton Cytryn, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, trade and deal in metal and machine products;

To carry on the trade and business of manufacturing ornamental metal and machine works;

To construct, build and create metal products of all kinds, whether made by hand or by machine, under the name of "Ornamental Metal and Machine Works Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,

10753-o

Deputy Attorney General.

"Paul-H. Plamondon Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Paul-H. Plamondon, merchant, Maurice Houle, clerk, Mme Lucille Thivierge Plamondon, wife separate as to property of Paul-H. Plamondon and by him duly authorized for the purposes hereof, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture and deal in dry goods and lingerie under all the forms and derivatives thereof, clothing for men, ladies and children,

hommes, pour dames et enfants, avec pouvoir de transiger toute affaire de nature similaire;

Manufacturer, acheter, vendre et échanger, et en général faire le commerce sous quelque forme que ce soit des bijoux, d'articles de toilette, des produits de beauté;

Manufacturer, acheter et vendre, et en général faire le commerce de garnitures de maison, draperies, rideaux, tapis, tentures, ameublement;

Acheter et vendre et en général faire le commerce sous quelque forme que ce soit des chaussures de toutes sortes, sous le nom de "Paul-H. Plamondon Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

10754-o

with power to transact any business of a similar kind;

To manufacture, purchase, sell, exchange and deal generally, under any form whatsoever, in jewelry, toilet articles and beauty products;

To manufacture, purchase, sell and deal generally in house trimmings, draperies, curtains, carpets, hangings, furniture;

To purchase, sell and deal generally, under any form whatsoever, in footwear of all kinds, under the name of "Paul-H. Plamondon Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

10754

"Paul Pelchat Limitée"
"Paul Pelchat Limited"

"Paul Pelchat Limitée"
"Paul Pelchat Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Lucienne Méreineau, sténographe, fille majeure, Gérard Lanctôt, Yvon Jasmin, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter l'industrie et exercer sous toutes ses formes le commerce de bijouterie, orfèvrerie et horlogerie comme manufacturiers, intermédiaires, marchands à commission ou autrement, sous le nom de "Paul Pelchat Limitée"—"Paul Pelchat Limited", avec un capital total de \$49,800.00, divisé en 498 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

10755-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1945, incorporating: Lucienne Méreineau, stenographer, spinster, Gérard Lanctôt, Yvon Jasmin, both advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the industry and business, in all lines of same, of jewellery, gold and silver ware and clock-making, as manufacturers, intermediaries, commission merchants or otherwise, under the name of "Paul Pelchat Limitée"—"Paul Pelchat Limited", with a total capital stock of \$49,800, divided into 498 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

10755

"Phoenix Holdings Limited"

"Phoenix Holdings Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq juillet 1945, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein et Michael C. Herman, tous deux avocats, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, souscrire à forfait, et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir soit absolument comme propriétaire ou agent ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, et céder, transférer ou autrement en disposer, et faire à tout titre le commerce d'obligations, débentures, hypothèques, stocks, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou toute corporation municipale ou scolaire, ou toute corporation de banque, services publics, compagnie commerciale, industrielle ou autre, corporation, individu ou association;

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of July, 1945, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein and Michael C. Herman, both advocates, Irene Rubin, secretary, spinster, the three latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire, by purchase, exchange, or other legal title, and to hold either absolutely as owner or agents or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of, or deal in any capacity in bonds, debentures, mortgages, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company, corporation, individual or association;

Vendre, transférer, hypothéquer, nantir, louer ou autrement disposer de biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie, ou de toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "Phoenix Holdings Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10756 L. DESILETS.

"Rapid Press Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1945, constituant en corporation: Aaron Goodman, Dave G. Goodman et Lionel Goodman, tous imprimeurs, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, diriger et mettre en circulation ou autrement faire le commerce de tout journal ou tous journaux ou autres publications, et en général faire le commerce de propriétaires de journaux et d'éditeurs généraux; exercer s'il y a lieu et lorsqu'on le jugera opportun, les métier ou commerce d'imprimeurs généraux, lithographes, graveurs et agents de publicité; construire, bâtir, ériger, acheter, louer, ou autrement acquérir ou fournir tous bâtiments, bureaux, ateliers, usine et machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles à la réalisation des objets de la compagnie;

Recevoir, accepter et solliciter des articles, dissertations, essais, écrits ou nouvelles, opinions, information financière, sujets littéraires et nouvelles d'intérêt général, et en général thésauriser et recueillir tous item et articles et opinions pour les publier dans les journaux, magazines, pamphlets, etc;

Faire dans toutes spécialités un commerce général d'annonce et de publicité, comme mandants et agents, sous le nom de "Rapid Press Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10757 L. DESILETS.

"Robinson Crusoe Placers Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Richard Thomas Byers, promoteur minier, Clive Lemasurier, agent acheteur, Frank Spence, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre,

To sell, transfer, mortgage, pledge, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other Company having objects wholly or partly similar to those of this Company, under the name of "Phoenix Holdings Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10756-0 Deputy Attorney General.

"Rapid Press Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Aaron Goodman, Dave G. Goodman and Lionel Goodman, all printers, of the City of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, print, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers or other publications, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers; to carry on, if and when it shall seem desirable, the trade or business of general printers, lithographers, engravers and advertising agents; to build, construct, erect, purchase, hire, or otherwise acquire or provide any buildings, offices, workshops, plant and machinery or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the Company;

To receive, accept and solicit articles, dissertations, essays, writings on news, opinions, financial information, literary subjects and news of general interest, and in general to garner and collect all items and articles and opinions for publication in newspapers, magazines, pamphlets and so forth;

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches both as principals and agents, under the name of "Rapid Press Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DESILETS,
10757-0 Deputy Attorney General.

"Robinson Crusoe Placers Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Richard Thomas Byers, mining promoter, Clive Lemasurier, purchasing agent, Frank Spence, salesman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of

épurer, traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Robinson Crusoe Placers Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Tous actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10758 L. DÉSILETS.

"R. P. Robert Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juillet 1945, constituant en corporation: Roméo-Paul Robert, restaurateur, Simone Robert, caissière, fille majeure et usant de ses droits, et Bertha Robert, veuve de Ovila Ballard, caissière, tous trois de la cité de Granby, district de Bedford, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, tenir, opérer, exploiter des salles de billard, pool ou quilles;

Faire le commerce de gros et de détail, de tabac, cigarettes, bonbons, liqueurs douces et des autres marchandises ordinairement vendus par les restaurateurs, sous le nom de "R. P. Robert Limitée", avec un capital total de \$98,000.00, divisé en 980 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10759-o L. DÉSILETS.

"Société des Bourses d'Études de Shawinigan"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Émile Ladouceur notaire, Paul-G. Telmosse, ingénieur civil, Joseph Lafond, avocat, tous de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Fournir des bourses d'études à des enfants ayant complètement terminé leurs cours d'études dans des écoles de la Cité de Shawinigan Falls, dont eux-mêmes et leurs parents auront résidé dans la dite Cité pendant toute la dernière année de leurs cours d'études et qui seront incapables au point de vue financier de poursuivre plus avant leurs études;

Aux fins ci-dessus, recueillir des fonds dans la cité de Shawinigan Falls ou ailleurs, soit par donations, testaments, octrois, organisations, et que ces fonds consistent en argent, biens-meubles ou immeubles, sous le nom de "Société des Bourses d'Études de Shawinigan".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.00.

extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Robinson Crusoe Placers Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

Any shareholders of the company shall incur on personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10758-o Deputy Attorney General.

"R. P. Robert Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of July, 1945, incorporating: Roméo-Paul Robert, restaurant-keeper, Simone Robert, cashier, spinster in use of her rights, and Bertha Robert, widow of Ovila Ballard, cashier, all three of the city of Granby, district of Bedford, Province of Québec, for the following purposes:

To buy, hold, operate and manage billiard and pool rooms and bowling alleys;

To deal, wholesale and retail in tobacco, cigarettes, candies, soft drinks and other merchandise commonly sold by restaurant-keepers, under the name of "R. P. Robert Limitée", with a total capital stock of \$98,000, divided into 980 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
10759 Deputy Attorney General.

"Société des Bourses d'Études de Shawinigan"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventeenth day of July, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Georges-Émile Ladouceur, notary, Paul-G. Telmosse, civil engineer, Joseph Lafond, advocate, all of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, Province of Québec, for the following purposes:

To provide scholarships for children who have completely finished their studies in schools of the city of Shawinigan Falls, who have themselves and whose parents have resided in the said City during the last year of their studies and who are incapable, from a financial viewpoint, of further continuing their studies;

For the aforesaid purposes, to collect funds in the city of Shawinigan Falls and elsewhere, either by donations, legacies, grants, organizations, and that the said funds shall consist of money, real estate or immovables, under the name of "Société des Bourses d'Études de Shawinigan".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à l'École Supérieure de l'Immaculée Conception, à Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le dix-septième jour de juillet, 1945.

L'Assistant-procureur général,
10760-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at l'Ecole Supérieure de l'Immaculée Conception, at Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"T. & C. Distributors Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1945, constituant en corporation: Robert Tourangeau, éditeur, Walter Julien Coyle, gérant, Arthur Charlton, imprimeur, John Wright, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acacheter, vendre et autrement faire le commerce de produits des mines, forêts, terre et eau, et articles manufacturés en tout ou en partie d'iceux, de même que produits alimentaires et produits du règne animal et de la pêche et aussi des procédés de fabrication y connexes, sous le nom de "T. & C. Distributors Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1168 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10761 L. DÉSILETS.

"T. & C. Distributors Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating: Robert Tourangeau, publisher, Walter Julien Coyle, manager, Arthur Charlton, printer, John Wright, agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in products of mines, forests, land and water, and articles manufactured in whole or in part thereof, as well as foodstuffs and products of animals and fish and also the manufacturing processes connected therewith, under the name of "T. & C. Distributors Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1168 St. Catherine St. West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Château Champlain Ltée" "Chateau Champlain Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour d'août 1945, à la compagnie "Les Immeubles St-Paul Incorporée" ratifiant a) le règlement N° IX de la compagnie augmentant son capital de \$3,000.00 à \$149,000.00, par la création de 2,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1.00 chacune et de 1,440 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées; b) son règlement N° X changeant le nom de la compagnie en celui de: "Château Champlain Ltée" — "Chateau Champlain Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10762-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

"Château Champlain Ltée" "Chateau Champlain Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Immeubles St-Paul Incorporée" ratifying a) By-law No. IX of the company, increasing its capital stock from \$3,000 to \$149,000, by the creation of 2,000 additional common shares of a par value of \$1 each and 1,440 preferred shares of a par value of \$100 each and enumerating the privileges to be attached to the preferred shares; b) its By-law No. X changing the name of the company to that of "Château Champlain Ltée" — "Chateau Champlain Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Converters Company Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour d'août 1945, changeant le nom de la compagnie "Finestone Linen Supply Inc.", constituée

"Converters Company Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Finestone Linen Supply, Inc." incorporated by letters patent

en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1945, en celui de: "Converters Company Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10763 L. DÉSILETS.

"Le Syndicat d'Entreprises Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour d'août 1945, à la compagnie "Le Syndicat d'Entreprises Inc.", ratifiant son règlement numéro 7 augmentant son capital de \$20,000.00 à \$75,000.00, par la création de 11,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$5.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10764-o L. DÉSILETS.

**"Maurice Rousseau & Cie Ltée"
"Maurice Rousseau & Co. Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour d'août 1945, changeant le nom de la compagnie "M. Rousseau & Cie Ltée" — "M. Rousseau & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mai 1945, en celui de: "Maurice Rousseau & Cie Ltée" — "Maurice Rousseau & Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10765-o L. DÉSILETS.

"Pharmacies Modernes Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour d'août 1945, à la compagnie "Pharmacies Modernes Inc.", (a) ratifiant le Règlement No 53 de cette compagnie augmentant son capital de \$69,000.00 à \$168,000.00 par la création de 3960 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées; (b) confirmant: 1o) la résolution de la compagnie remplaçant la première clause après le paragraphe 7 des lettres patentes originales, telle qu'amendée par lettres patentes supplémentaires du 20 avril 1938, et se lisant comme suit:

"Seuls les pharmaciens, ainsi que les médecins pratiquant en dehors des cités de Montréal et de Québec, inscrits conformément aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, peuvent devenir actionnaires de la Compagnie et en posséder des actions", par la clause suivante:

"Seuls les pharmaciens licenciés, ainsi que les médecins inscrits comme pharmaciens et pratiquant en dehors des cités de Montréal et de Québec, peuvent devenir actionnaires de la Compagnie et en posséder des actions";

2o) une deuxième résolution de la compagnie à l'effet que le neuvième paragraphe des lettres patentes originales soit modifié et remplacé par le suivant:

dated April 24th, 1945 into that of: "Converters Company Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,
10763-o Deputy Attorney General.

"Le Syndicat d'Entreprises Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Le Syndicat d'Entreprises Inc.", ratifying its by-law No. 7 increasing its capital stock from \$20,000 to \$75,000, by the creation of 11,000 additional common shares of a par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,
10764 Deputy Attorney General.

**"Maurice Rousseau & Cie Ltée"
"Maurice Rousseau & Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "M. Rousseau & Cie Ltée" — "M. Rousseau & Co. Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the ninth day of May, 1945, to that of: "Maurice Rousseau & Cie Ltée" — "Maurice Rousseau & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,
10765 Deputy Attorney General.

"Pharmacies Modernes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pharmacies Modernes Inc.", (a) ratifying By-law No. 53 of the said company increasing its capital stock from \$69,000 to \$168,000 by the creation of 3960 additional preferred shares of a par value of \$25 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares; (b) confirming: 1. the resolution of the company replacing the first clause after paragraph 7 of the original letters patent, as amended by supplementary letters patent of the 20th April, 1938, and reading as follows:

"Only pharmacists and physicians practising outside the cities of Montreal and Quebec, registered according to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, may become shareholders of the company and hold shares therein", by the following clause:

"Only licentiate pharmacists, as well as physicians registered as pharmacists and practising outside the cities of Montreal and Quebec, may become shareholders of the company and hold shares therein";

2. a second resolution of the company to the effect that the ninth paragraph of the original letters patent be amended and be replaced by the following:

"Aucun actionnaire ne peut posséder plus de 40 actions, à l'exception cependant du requérant, M. Wilfrid Léger."

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10766-o L. DESILETS.

"No shareholder may hold more than 40 shares, with the exception, however, of the petitioner, Mr. Wilfrid Léger."

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1945.

L. DESILETS,
10766 Deputy Attorney General.

"Renaud & Frères Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour d'août 1945, à la compagnie "Renaud & Frères Incorporée", ratifiant le Règlement No A-A de cette compagnie (a) augmentant son capital par la création de 3500 actions sans valeur au pair additionnelles; (b) refondant les 1000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, qui font partie de son capital, en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et modifiant les privilèges attachés à ces actions; (c) augmentant son capital par la création de 500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et fixant à pas moins de \$30,000.00 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10767-o L. DESILETS.

"Renaud & Frères Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fourteenth day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Renaud & Frères Incorporée", ratifying by-law No A-A of this company (a) increasing its capital stock by the creation of 3500 additional shares without par value; (b) transforming the 1000 preferred shares of a par value of \$25 each which form part of its capital stock, into 250 preferred shares of a par value of \$100 each and amending the privileges attached to said shares; (c) increasing its capital stock by the creation of 500 additional preferred shares of a par value of \$100 each and fixing to not less than \$30,000, the amount with which the company will, in future, continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1945.

L. DESILETS,
10767 Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

District de Montréal, Cour Supérieure, N° 238076. Dame Gabrielle Leclerc, épouse commune en biens de Armand Dagenais, tous deux de Montréal, district de Montréal, a le 23 août 1945, institué une action en séparation de biens.

Montréal, 23 août 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10780-o BENOIT & BENOIT.

Action for separation as to property

District of Montreal, Superior Court, No. 238076. Dame Gabrielle Leclerc, wife common as property of Armand Dagenais, both of Montreal, district of Montreal, instituted this day, an action in separation as to property.

Montreal, 23rd of August, 1945.

BENOIT & BENOIT,
10780-o Attorneys of the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3687

Québec, le 13 septembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 987, du 24 avril 1941, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites, soit de nouveau prolongé pour une période de trois (3) mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1945.

A. MORISSET,
10795-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3687

Quebec, September 13, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree, number 987, of April 24, 1941, and amendments, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, be again extended for a period of three (3) months, i.e. until December 31, 1945.

A. MORISSET,
10795-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3688

Québec, le 13 septembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à la fabrication d'ustensiles métalliques dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3623, du 28 septembre 1944, relatif à la fabrication d'ustensiles métalliques dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1945.

A. MORISSET,
10796-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3551

Québec, le 5 septembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse au castor.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries, vu l'article 54 des Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 153, tel qu'amendé par 9 George VI, 1945:

QUE dans les territoires déclarés par arrêté ministériel "Région de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure", les règlements spéciaux suivants concernant le castor soient en vigueur:

1° Seuls les trappeurs munis d'une permission spéciale seront autorisés à trapper le castor;

2° Tout trappeur sera tenu de faire un inventaire annuel de son terrain de chasse et de faire rapport au bureau du chef de district le ou avant le 15 juin de chaque année;

3° La permission spéciale pour trapper le castor ne pourra être accordée que lorsque le trappeur aura fait à l'officier de district son rapport concernant le castor;

4° Aucune permission spéciale pour le castor ne devra être accordée à un trappeur à moins que ce dernier ne prouve par son rapport et celui de l'inspecteur du département l'existence sur son terrain de chasse de cinq (5) cabanes de castors occupées par les castors;

5° Les permissions spéciales pour le castor doivent être accordées sur une base de un castor pour chaque cabane occupée;

6° Les peaux de castors ainsi trappés ne doivent pas être mises sur le marché avant que des coupons spéciaux y soient attachés par un officier autorisé par l'honorable Ministre de la Chasse et de la Pêche;

7° Si pour une raison ou pour une autre le trappeur ne peut rencontrer l'officier, ledit trappeur devra expédier ses peaux de castors au bureau du Département de la Chasse et de la Pêche le plus rapproché, dans le district où son terrain de chasse est situé, afin que les coupons y soient attachés;

8° Toutes les expéditions doivent être faites aux frais du trappeur;

9° Dans le cas prévu par l'article 7 du présent règlement, le trappeur devra adresser à l'officier

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3688

Quebec, September 13, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the manufacturing of metallic utensils in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3623, of September 28, 1944, relating to the manufacturing of metallic utensils in the Province of Quebec, be extended until December 31, 1945.

A. MORISSET,
10796-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3551

Quebec, September 5th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Hunting of Beaver.

IT IS ORDERED, upon recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries, seeing section 54 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153, as amended by 9 George VI, 1945:

THAT in the territories declared by Order in Council to be "Region of registered trap lines for the hunting of fur-bearing animals" the following special regulations concerning the hunting of beaver, be in force:

1. Only the trappers holding a special license will be authorized to trap beaver;

2. Every trapper will be obliged to make an annual inventory of his hunting territory and to file a report to the head office of the district on or before the 15th of June of each year;

3. Special license for trapping beaver may be granted only when the trapper will have filed with the district officer his report concerning beaver;

4. No special license for beaver may be granted to a trapper unless the latter has proved by his report and that of Inspector of the Department, the existence, upon his hunting territory, of at least five (5) beaver lodges (or houses) occupied by beaver;

5. The special licenses for beaver shall be granted on a basis of one beaver per each occupied lodge;

6. The pelts of the beaver so trapped may not be put on the market before special coupons be attached thereto by an officer authorized by the Honourable the Minister of Game and Fisheries;

7. If, for one reason or another the trapper is unable to meet the officer, the said trapper must ship his beaver pelts to the nearest office of the Department of Game and Fisheries, in the district wherein his hunting territory is situate, so that the coupons may be attached thereto;

8. All shippings must be made at the expense of the trapper;

9. In the case provided by section 7 of the present regulation, the trapper must address

qui recevra les peaux une lettre cachetée sur laquelle il indiquera l'endroit où expédier les peaux après que les coupons y auront été attachés, savoir:

- a) A être expédiées au dit trappeur;
- b) A être expédiées à quelque acheteur de fourrure désigné par ledit trappeur;

10° Tout trappeur doit se soumettre à la loi de la chasse et de la pêche de la Province de Québec en ce qui concerne les méthodes à employer pour trapper le castor ou tout autre gibier à fourrure.

10800-p A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

to the officer who will receive the pelts, a sealed letter in which he will indicate the place where the pelts shall be sent after the coupons have been attached thereto;

- a) To be shipped to the said trapper;
- b) To be shipped to some fur-dealer designated by the said trapper;

10. Every trapper must be subject to the Game Laws of the Province of Quebec in that which concerns the methods to be used for the trapping of beaver and any other fur-bearing game.

10800 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Barnabé-Sud", en date du 3 juin 1945, dont le siège social est à Saint-Barnabé-Sud, comté de Saint-Hyacinthe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juillet 1945.

10769-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Montagnarde", en date du 22 août 1945, dont le siège social est à Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 septembre 1945.

10770-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre", en date du 10 juin 1945, dont le siège social est à Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 août 1945.

10772-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est présentement donné que les obligations de la cité des Trois-Rivières ci-après désignées, émises en vertu du règlement N° 141 et échéant le 1er mai 1951, sont rachetables sur présentation le 1er novembre 1945 contre paiement de leur valeur au pair, plus une prime de 2%, et que les intérêts sur icelles cesseront de courir à compter de cette date, savoir:

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Barnabé-Sud", under date the 3rd day of June, 1945, whereof the head office is at Saint-Barnabé-Sud, county of Saint-Hyacinthe, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 18th, 1945.

10769 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Montagnarde", under date the twenty-second day of August, 1945, whereof the head office is at Baie Saint-Paul, county of Charlevoix, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of September, 1945.

10770 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre", under date the tenth day of June, 1945, whereof the head office is at Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of August, 1945.

10772 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Notice is hereby given that the bonds of the City of Trois-Rivières, hereinafter designated, issued under By-law No. 141 and maturing the 1st of May, 1951, shall be redeemable upon presentation on the 1st of November, 1945, for payment of their par value, plus a premium of 2%, and that interest thereon shall cease to accrue on and from the said date, namely:

45 coupures de \$1,000.00 chacune, portant les Nos M X 735 à M X 779 inclusivement.

Hôtel de ville, Trois-Rivières, Qué., le 15 septembre 1945.

10774-o Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Alliance", en date du vingt-septième jour d'août 1945, dont le siège social est à Milan, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dixième jour de septembre 1945.

10773-o Le Sous-secrétaire de la Province
JEAN BRUCHÉSI.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE
DE LA PETITE NATION

Extrait des délibérations adoptées à une assemblée générale des actionnaires de La Compagnie de Téléphone de la Petite Nation, tenue à Saint-André Avellin le 10 octobre 1944, concernant la réduction du nombre des directeurs de neuf à cinq:

"Sur proposition de monsieur Paul Bonhomme, secondée par monsieur Thomas Moalli, il est résolu que le bureau de direction de la compagnie se compose de cinq directeurs actionnaires, et que trois directeurs formeront le quorum d'une assemblée de directeurs. Adopté unanimement."

Donné et signé à Saint-André Avellin, ce 3 août 1945.

10775-o Le Secrétaire,
J.-J.-O. FRÉCHETTE.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Elder Dempster Lines, Limited", une corporation dûment autorisée à exercer ses affaires dans la province de Québec, a, par un nouveau pouvoir de procuration exécuté le 18 juin 1945, nommé M. Kenneth Sharrock agent principal dans ladite Province en lieu et place de M. Robert Clifford Leckey et que le bureau principal de la compagnie demeure à 300 rue Saint-Sacrement, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 15ième jour de septembre 1945.

10776 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec — Comté de Charlevoix
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE SAINT-SIMÉON

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, S.R.Q., 1941, chapitre 98, que le village de Saint-Siméon, comté de Charlevoix-Saguenay, se propose de faire faire la construction d'un barrage pour l'emmagasinement en toutes saisons des eaux du Lac Noir, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés, a été transmise au Ministre des

45 denominations of \$1,000.00 each, bearing Nos. M X 735 to M X 779 inclusively.

City Hall, Trois-Rivières, Que., 15th September, 1945.

10774-o JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Alliance", under date the twenty-seventh day of August, 1945, whereof the head office is at Milan, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1945.

10773 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE
DE LA PETITE NATION

Excerpt from the resolutions adopted at a general meeting of the shareholders of "La Compagnie de Téléphone de la Petite Nation", held at Saint-André Avellin, on October 10th, 1944, respecting the reducing of the number of Directors from nine to five:

"Upon its being moved by Mr. Paul Bonhomme, seconded by Mr. Thomas Moalli, it is resolved that the board of directors of the company is composed of five directors shareholders, and that three directors will form the quorum at a directors' meeting. Unanimously adopted."

Given and signed at Saint-André Avellin, this 3rd of August, 1945.

10775 J.-J.-O. FRÉCHETTE,
Secretary.

Notice is hereby given that "Elder Dempster Lines, Limited", a Corporation duly authorized to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney executed on June 18th, 1945, appointed Mr. Kenneth Sharrock chief agent in said Province in the place and stead of Mr. Robert Clifford Leckey, and that the principal office of the Company still remains at 300 St. Sacrament Street, in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1945.

10776 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Province of Québec — County of Charlevoix
MUNICIPALITY OF SAINT-SIMÉON VILLAGE

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, S.R.Q., 1941, chapter 98, that the Village de Saint-Siméon, in the county of Charlevoix-Saguenay, intends to execute the following work: build a dam to store at all seasons the waters of Lac Noir, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work,

Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Charlevoix-Saguenay, à la Malbaie.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donné à Saint-Siméon, le douzième jour de septembre 1945.

La municipalité du village
de Saint-Siméon,
Le Secrétaire-trésorier,
J.-ALBERT GUÉRIN.

10785-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Robervaloise", en date du 1er août 1944, dont le siège social est à Roberval, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 août 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

10786-o

DALGLISH (QUEBEC) LIMITED

Règlement numéro quatorze

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie ce qui suit:

1. Que le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq.

2. Que l'article 1 du règlement trois soit et il est par les présentes modifié en y retranchant les mot et figure "trois (3)", et y substituant les mot et figure "cinq (5)".

Decrété ce 13e jour d'août 1945.

Témoin le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président, S. C. Le Secrétaire,
W. K. DALGLISH. G. MILLWARD.

Certifié copie authentique du règlement numéro quatorze de "DalGLISH (Quebec) Limited" décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 13e jour d'août 1945, et subséquemment approuvé, ratifié, sanctionné et confirmé par le vote unanime des actionnaires de la compagnie, à une assemblée générale spéciale des actionnaires à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par procuration.

(Sceau) Le Secrétaire,
10777 G. MILLWARD.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Forestier de Sainte-Emmélie de l'Énergie", en date du douzième jour d'août 1945, dont le siège social est à Sainte-Emmélie de l'Énergie, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le septième jour de septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

10781-o

has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Charlevoix-Saguenay at La Malbaie.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Given at Saint-Siméon the twelfth day of September, 1945.

The Municipality of Saint-Siméon
Village,
J.-ALBERT GUÉRIN,
Secretary-Treasurer.

10785-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Robervaloise", under date the first day of August, 1945, whereof the head office is at Roberval, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

10786

DALGLISH (QUEBEC) LIMITED

By-law number Fourteen

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the Company as follows:

1. The number of the board of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five.

2. Article 1 of By-law Three be and the same is hereby amended by deleting therefrom the word and figure "three (3)" and substituting therefor the word and figure "five (5)".

Enacted this 13th day of August, 1945.

Witness the corporate seal of the Company.

W. K. DALGLISH, C. S. G. MILLWARD,
President. Secretary.

Certified a true copy of By-law number Fourteen of DalGLISH (Quebec) Limited enacted at a meeting of the board of directors of the Company held on the 13th day of August, 1945 and subsequently approved, ratified, sanctioned and confirmed by the unanimous vote of the shareholders of the Company at a special general meeting of shareholders at which all the shareholders of the Company were present in person or represented by proxy.

(Seal) G. MILLWARD,
10777-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Forestier de Sainte-Emmélie de l'Énergie", under date the twelfth day of August, 1945, whereof the head office is at Sainte-Emmélie de l'Énergie, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

10781

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Ste-Brigide d'Iberville", en date du 3 septembre 1945, dont le siège social est à Ste-Brigide d'Iberville, comté d'Iberville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10810-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Sébastien et St-Alexandre", en date du 1er septembre 1945, dont le siège social est à St-Sébastien, comté d'Iberville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10811-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Simon", en date du 30 août 1945, dont le siège social est à St-Simon-de-Ramsay, comté de Bagot, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10812-0 JEAN BRUCHÉSI.

LA COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE
POINTE-AUX-TREMBLES, COMTÉ DE LAVAL

Avis de rachat par anticipation
Émission de \$380,700. de 1940

Avis public est, par la présente, donné que conformément aux dispositions de la résolution du 17 novembre 1940 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, le solde des obligations en cours et dues par la susdite commission scolaire catholique de Pointe-aux-Trembles, émises sous l'autorité de ladite résolution, sera remboursable à compter du 1er novembre 1945.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er novembre 1945, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale, Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er novembre 1945.

Donné à Pointe-aux-Trembles, ce dix-neuvième jour de septembre 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
10813-0 ROMÉO McDUFF.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud", en date du 9 septembre 1945, dont le siège social est à Gaspé, comté de Gaspé-Sud, et que ce

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of "Coopérative d'Électricité de Ste-Brigide d'Iberville", under date the 3rd day of September 1945, whereof the head office is at Ste-Brigide d'Iberville, county of Iberville, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10810 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Sébastien et St-Alexandre", under date the 1st day of September, 1945, whereof the head office is at St-Sébastien, county of Iberville, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10811 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Simon", under date the 30th day of August, 1945, whereof the head office is at St-Simon-de-Ramsay, county of Bagot, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10812 Under Secretary of the Province.

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF POINTE-AUX-TREMBLES, COUNTY OF LAVAL

Notice of Redemption by Anticipation
Issue of \$380,700. of 1940.

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Resolution of November 17th, 1940, the School Commissioners of the municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, the payment of the bonds outstanding and due by the said Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, issued under authority of the said Resolution, shall be redeemable from and after November 1st, 1945.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on November 1st, 1945, present the said bonds for payment at the head office of the "Banque Canadienne Nationale", Montréal, with all the unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease bearing interest from and after November 1st, 1945.

Given at Pointe-aux-Trembles, this nineteenth day of September, 1945.

ROMÉO McDUFF,
10813 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud", under date the 9th day of September, 1945, whereof the head office is at Gaspé, county of

document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le dix-sept septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10805-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Mont St-Grégoire", en date du 7 août 1945, dont le siège social est à Mont St-Grégoire, comté d'Iberville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10806-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Sainte-Agnès", en date du 5 septembre 1945, dont le siège social est à Ste-Agnès, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10807-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Aimé-des-Lacs", en date du 10 septembre 1945, dont le siège social est à St-Aimé-des-Lacs, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10808-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Basile le Grand", en date du 16 septembre 1945, dont le siège social est à St-Basile le Grand, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10809-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Avicole de Nicolet", en date du 20 août 1945, dont le siège social est à Nicolet, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le onze septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10804-o JEAN BRUCHÉSI.

Gaspé-South, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10805 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Mont St-Grégoire", under date the 7th day of August, 1945, whereof the head office is at Mont St-Grégoire, county of Iberville, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10806 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Sainte-Agnès", under date the 5th day of September, 1945, whereof the head office is at Sainte-Agnès, county of Charlevoix, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10807 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Aimé-des-Lacs", under date the 10th day of September, 1945, whereof the head office is at St-Aimé-des-Lacs, county of Charlevoix, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10808 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Basile le Grand", under date the 16th day of September, 1945, whereof the head office is at St-Basile le Grand, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10809 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Avicole de Nicolet", under date the 20th day of August, 1945, whereof the head office is at Nicolet, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of September, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10804 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon des

AVIS

TORMONT CORPORATION

Cette compagnie donne par les présentes avis qu'elle demandera l'abandon de sa charte au Procureur Général pour cette Province et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de cette Province le tout suivant la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 17 septembre, 1945.

Les Procureurs de Tormont Corporation,
10787-o MANN, LAFLEUR & BROWN.

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie ci-dessus a l'intention de demander l'abandon de sa charte.

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY,
Par le Secrétaire,
10788 G. E. JOHNSON.

DAOUST & DAOUST LIMITÉE

Avis public est par les présentes, donné que la compagnie nommée ci-dessus, dont le siège social est en la Ville de Ste-Anne de Bellevue, demandera la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Ste-Anne de Bellevue, ce onzième jour de septembre mil neuf cent quarante-cinq.

10801-o Le Président,
G.-J. DAOUST.

Charters — Surrenders of

NOTICE

TORMONT CORPORATION

Notice is hereby given that Tormont Corporation intends to apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs and Trade & Commerce, for the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter, the whole according to the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 17th, 1945.

10787-o MANN, LAFLEUR & BROWN,
Attorneys for the Company.

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY

Notice is hereby given that the above Company intends to apply for surrender of its Charter.

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY,
Per: G. E. JOHNSON,
10788-o Secretary.

DAOUST & DAOUST LIMITED

Public notice is hereby given that the above named Company, whose head office is in the Town of Ste-Anne de Bellevue, will make application under the provisions of the Quebec Companies' Act for leave to surrender its Charter.

Dated at Ste-Anne de Bellevue, this Eleventh day of September Nineteen Hundred and Forty-Five.

10801-o G.-J. DAOUST,
President.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Elder Dempster Lines, Limited", une corporation dûment organisée et existante en vertu des lois de Grande-Bretagne, a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités présentement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. Robert Clifford Leckey, de 300 rue Saint-Sacrement, en les cité et district de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi à 300 rue Saint-Sacrement, en lesdites cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce onzième jour d'août 1945.

10778 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Elder Dempster Lines, Limited", a Corporation duly organized and existing under the laws of Great Britain, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to Corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the said Province, is Mr. Robert Clifford Leckey, of 300 St. Sacrament Street in the City and District of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at 300 St. Sacrament Street, in the said City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1945.

10778-o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rouville, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Coopérative des Produits Avicoles de Marieville" et que son principal siège d'affaires est à Marieville, comté de Rouville.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce onzième jour de septembre 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

10768-o

JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Rouville, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Coopérative des Produits Avicoles de Marieville" and that its principal place of business is at Marieville, county of Rouville.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eleventh day of September, 1945.

JULES SIMARD,

10768

Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 785-40

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Étienne de Chelsea, dans le comté de Gatineau, les lots 15, 16 et 17 du rang 16 et de les annexer à la municipalité scolaire de Cantley, dans le même comté.

Québec, 11 septembre 1945.

Le Surintendant,

10718-37-2

VICTOR DORE.

N° 1183-42

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de faire l'annexion de la municipalité scolaire de Saint-Canut, dans le comté des Deux-Montagnes, à celle de la Ville-de-Lachute, dans le comté d'Argenteuil, cette annexion ne devant s'appliquer qu'aux contribuables protestants seulement.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1946.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Surintendant,

10790-o

VICTOR DORE.

N° 533-45

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, la propriété de M. John-R. Drennan, portant le N° 78, du canton de Saint-Colomban, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1946.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Surintendant,

10791-o

VICTOR DORE.

N° 504-45

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de changer le nom de la municipalité scolaire de Chatham N° 2, dans le comté d'Argenteuil, en celui de Brownsburg.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Surintendant,

10793-o

VICTOR DORE.

Department of Education

No. 785-40

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Étienne de Chelsea, in the County of Gatineau, lots 15, 16 and 17 of Range 16 and annex them to the School Municipality of Cantley, in the same county.

Quebec, September 11, 1945.

VICTOR DORÉ,

10718-37-2-o

Superintendent.

No. 1183-42

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to enact the annexation of the school municipality of Saint-Canut, in the county of Two Mountains, to that of Town of Lachute in the county of Argenteuil, such annexation to apply to Protestant taxpayers only.

Said Order in Council shall take effect on July 1st, 1946.

Quebec, September 17th, 1945.

VICTOR DORE,

10790

Superintendent.

No. 533-45

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to detach from the school municipality of Saint-Colomban, in the county of Two Mountains, the property of Mr. John R. Drennan, bearing No. 78 of the township of Saint-Colomban, to annex the same to the school municipality of Saint-Canut, same county.

Said Order in Council shall take effect on July 1st, 1946.

Quebec, September 17th, 1945.

VICTOR DORE,

10791

Superintendent.

No. 504-45

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to change the name of the school municipality of Chatham No. 2, in the county of Argenteuil, to that of Brownsburg.

Quebec, September 17th, 1945.

VICTOR DORÉ,

10793

Superintendent.

N° 532-45

No. 532-45

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hermas, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots Nos 242 et 243 du canton de Saint-Hermas, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1946.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

10792-o

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to detach from the school municipality of Saint-Hermas, in the county of Two Mountains, lots Nos. 242 and 243 of the township of Saint-Hermas, and to annex the same to the school municipality of Saint-Canut, in the same county.

Said Order in Council shall take effect on July 1st, 1946.

Quebec, September 17th, 1945.

VICTOR DORE,
Superintendent.

10792

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PROLONGATION DE PRELEVEMENT

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1334, du 29 mai 1941, et subsequmment prolongé jusqu'au 30 septembre 1945, a été de nouveau prolongé jusqu'au 31 décembre 1945, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 3685, du 13 septembre 1945.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right of levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1334, of May 29, 1941, and subsequently extended until September 30, 1945, has again been extended until December 31, 1945, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3685, of September 13, 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1945.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1945.

10798-o

10798-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par M. Marius Séguin, marchand de fourrures, 362 rue St-Ferdinand, Montréal, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal, et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, modifié par l'arrêté numéro 895, du 10 mars 1945.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by Mr. Marius Séguin, fur merchant, 362, St. Ferdinand St., Montreal, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the fur workers, wholesale trade, in the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits, rendered obligatory by decree number 3723, of October 6, 1944, and amended by Order-in-Council number 895, of March 10, 1945.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'Honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to set forth against the said request.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1945.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1945.

10803-o

10803-o

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Service de la Police municipale de la Cité de Québec lui a présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective intervenue entre:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Municipal Police Department of the City of Quebec has submitted to him a request to render obligatory the collective agreement entered into between:

D'UNE PART:

La Cité de Québec,

ON THE ONE PART:

The City of Quebec,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat professionnel des Policiers municipaux de Québec, inc.
pour l'employeur et les salariés visés, suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction*: — La présente convention s'applique et s'étend à la Cité de Québec et à ses employés du département de la police municipale mentionnés ci-après.

II.—*Salaires*: — Les taux de salaires suivants seront payés, chaque semaine, aux employés ci-après énumérés:

Inspecteurs:	
1e année	\$45.00
2e année	46.00
3e année	48.00
4e année	50.00
5e année	52.00

Sergents-détectives:	
1e année	\$45.00
2e année	46.00
3e année	48.00
4e année	50.00
5e année	52.00

Détectives:	
1e année	\$36.00
2e année	38.00
3e année	40.00
4e année	42.00
5e année	44.00

Technicien de la radio . . \$2,080.00 à \$2,500.00
(Augmentation annuelle de \$100.00)

Quartier-maître	\$40.50
Opérateurs	35.50
Vérificateurs de taximètres	35.50
Sergents	39.00
Caporaux	37.00

Constables:	
En entrant	21.50
1e année (xx)	24.50
2e année	27.50
3e année	29.50
4e année	31.50
5e année	35.00

Les constables spéciaux sont exclus des dispositions de la présente convention.

(xx) La première année commencera le 1er mai suivant la date d'entrée, à condition qu'il se soit écoulé au moins quatre (4) mois entre cette date d'entrée en fonction et le 1er mai qui suivra.

III.—*Heures de travail*: — Les heures de travail seront ainsi réparties:

Les constables seront divisés en deux (2) équipes et il y aura relève d'une équipe par l'autre de vingt-quatre (24) heures en vingt-quatre (24) heures. Si les constables sont appelés à rester en devoir sur ordre du Chef de Police, ils le feront sans rémunération et le temps supplémentaire ainsi fait sera remplacé par des congés équivalents.

IV.—*Uniformes, habits, etc.*: — En sus de son salaire, chaque homme en uniforme recevra de la Cité de Québec:

Tous les ans: — Un uniforme léger consistant en deux paires de pantalons et une tunique pour l'été; un pantalon d'hiver; deux paires de gants blancs; une casquette d'été; une paire de bottines en cuir; une crémone de laine; deux paires de claques; une paire de bottines de feutre; une paire de gants légers (kid); une paire de bottes en cuir et une paire de bottes de feutre pour les chauffeurs de motocyclettes.

Tous les deux (2) ans: — Un paletot de drap; une paire de gants en cuir doublés.

Tous les trois (3) ans: — Un paletot d'hiver; un pardessus en caoutchouc; une casquette ou

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat professionnel des Policiers municipaux de Québec, inc."
for the employer and the employees concerned according to the following conditions:

I.—*Jurisdiction*: — The present agreement applies and extends to the City of Quebec and to its employees of the Municipal Police Department herein after mentioned.

II.—*Salaries*: — The following salaries shall be paid, each week to the employees enumerated hereafter:

Inspectors:	
1st year	\$45.00
2nd year	46.00
3rd year	48.00
4th year	50.00
5th year	52.00

Sergeant-detectives:	
1st year	\$45.00
2nd year	46.00
3rd year	48.00
4th year	50.00
5th year	52.00

Detectives:	
1st year	\$36.00
2nd year	38.00
3rd year	40.00
4th year	42.00
5th year	44.00

Radio technician \$2,080.00 to \$2,500.00
(Annual increase of \$100.00)

Quarter-master	\$40.50
Operators	35.50
Taximeter checker	35.50
Sergeants	39.00
Corporals	37.00

Constables:	
On entering the service	\$21.50
1st year (xx)	24.50
2nd year	27.50
3rd year	29.50
4th year	31.50
5th year	35.00

Special constables are not governed by the provisions of the present agreement.

(xx) The first year will begin on the 1st of May following the date of employment unless a minimum of four (4) months has elapsed between such date of employment and the 1st of May following.

III.—*Hours of work*: — The hours of labour shall be distributed as follows:

Constables are divided in two (2) shifts and either shift will be relieved by the other every twenty-four (24) hours. Constables required to remain on duty by order of the Chief of Police shall do so without pay, and overtime done in that manner will be replaced by equivalent time off.

IV.—*Uniforms, suits, etc.*: — Apart from his salary, every man in uniform shall receive from the City of Quebec:

Every year: — One light uniform consisting in two pairs of pants and one tunic for the summer; one pair of winter pants; two pairs of white gloves; one summer cap; one pair of leather ankle-boots; one woollen scarf; two pairs of rubbers; one pair of felt ankle-boots; one pair of kid gloves; one pair of leather boots and one pair of felt boots for motorcycle drivers.

Every two (2) years: — One cloth overcoat; one pair of lined leather gloves.

Every three (3) years: — One winter overcoat; one rubber overcoat; one cap or helmet; one pair

shaco (helmet); une paire de bottes en caoutchouc; une veste de laine.

Tous les cinq (5) ans: — Un casque de fourrure. La qualité de ces articles sera déterminée par le Comité Administratif et, quant à la coupe, elle sera laissée au choix du Chef de Police.

De plus, chaque homme en uniforme devra avoir un helmet blanc et un helmet bleu. La qualité de ces articles sera déterminée par le Comité Administratif et ils devront être remplacés au fur et à mesure qu'ils seront reconnus hors d'usage par le Chef de Police.

Les uniformes et articles d'été devront être fournis autant que possible avant le premier juin, ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

V.—Crédit de maladie: — Il sera accordé à chaque employé un crédit annuel de dix-huit (18) jours de congé de maladie avant le premier mai 1945, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix (90) jours. Les absences antérieures au premier mai 1945 ne seront pas déduites de ce crédit. Pour l'avenir, il sera accordé à chaque employé un crédit cumulatif d'une journée et demie par mois pour chaque mois durant lequel il aura été au service de la Cité et dont il bénéficiera au cas de maladie personnelle ou d'un membre de sa famille. Pendant telle absence de son travail, l'employé retirera son salaire jusqu'à concurrence du crédit accumulé pendant ses années de service. Ce crédit de maladie ne sera pas affecté par les absences provoquées par un accident subi par les constables, dans l'exercice de leurs fonctions.

VI.—Vacances payées: — Chaque employé aura le droit de prendre, avec approbation du Chef de police, comme vacances, l'équivalent de dix (10) gardes par année, et ce, sans subir de réduction de salaire.

VII.—Piquets: — Les piquets réclamés des constables ou des détectives par d'autres personnes ou corps que la Cité de Québec elle-même seront rémunérés au taux minimum de cinq piastres (\$5.00) pour chaque piquet de cinq heures ou moins et au taux de une piastre (\$1.00) l'heure après les premières cinq heures. Cette rémunération sera payée par ceux qui auront requis le service spécial des constables ou des détectives.

Les piquets pour l'Exposition Provinciale de Québec seront payés à raison de trois piastres (\$3.00) par piquet de cinq heures ou moins et au taux de une piastre (\$1.00) l'heure après les premières cinq heures.

VIII.—Allocation aux détectives: — La Cité paiera à chaque détective une allocation d'habillement égale au coût moyen annuel de l'habillement fourni par la Cité aux constables municipaux.

IX.—La présente convention ne pourra pas être invoquée pour empêcher la Cité d'établir de nouveaux grades parmi les employés ou d'abolir les grades déjà existants.

X.—Durée de la convention: — La présente convention sera en vigueur du premier mai 1945 jusqu'au trente avril 1946. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, avant le 1er janvier de l'année en cours, de son intention de la modifier. Pour l'abroger, il faudra un avis d'au moins 30 jours et de pas plus de 60 jours.

XI.—La présente convention abroge toutes les conventions ou décrets antérieurs.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra

of rubber boots; one woollen jacket.

Every five (5) years: — One fur cap.

The quality of these articles will be determined by the Administrative Committee and the cut will be decided upon by the Chief of Police.

Moreover, every man in uniform shall have one white helmet and one blue helmet. The quality of these articles will be determined by the Administrative Committee and they will be replaced when the Chief of Police deems that they are out of use.

Summer uniforms and articles shall be furnished, if possible, before June 1st; autumn uniforms and articles, before October 1st; and those for the winter, before November 1st.

V.—Illness credit: — Every employee will be entitled to an annual credit of eighteen (18) days off for illness before the 1st of May, 1945, to the extent of ninety (90) days. Any absence which took place before May 1st, 1945, shall not be deducted from such credit. In the future, every employee will be entitled to a cumulative credit of one and a half day per month for each month during which he has been in the city's service; he may avail himself of this cumulative credit either in case of personal sickness or when a member of his family is ill. During such absence from his work, the employee will receive his salary to the extent of the credit accumulated during his years of service. This illness credit shall not be affected by any absence caused by an accident sustained by constables in the carrying out of their functions.

VI.—Vacations with pay: — Every employee will be entitled, with the approval of the Chief of Police, to a vacation equivalent to the duration of ten (10) watches or guards without salary reduction.

VII.—Pickets: — Pickets required from constables or detectives by persons or bodies other than the City of Quebec shall be paid for at the minimum rate of five dollars (\$5.00) for each picket of five hours or less, and at the rate of one dollar (\$1.00) per hour after the first five hours. This remuneration shall be paid by those having required the special services of the constables or detectives.

Pickets for the Provincial Exhibition of Quebec shall be paid at the rate of three dollars (\$3.00) per picket of five hours or less, and at the rate of one dollar (\$1.00) per hour after the first five hours.

VIII.—Allowance to the detectives: — The City shall pay to every detective a clothing allowance equal to the average annual cost of the clothing furnished by the City to the municipal constables.

IX.—The present agreement may not be used to keep the City from establishing new ranks among the employees or abolishing those actually existing.

X.—Duration of the agreement: — The present agreement will be in force from the 1st of May 1945 until April 30th, 1946. It shall renew itself automatically from year to year unless either party notifies the other, before the 1st of January of the current year, of its intention to amend same. A notice of at least 30 days and not more than 60 days will be required to repeal same.

XI.—The present agreement renders void all previous agreements or decrees.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall

les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 22 septembre 1945. 10799-0

receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1945. 10799-0

AVIS DE PRELEVEMENT

L'honorable ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3686, du 13 septembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1945 au 10 septembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi: minimum de \$0.65 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulière et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit comité à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates

NOTICE OF LEVY

The Honourable Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3686, of September 13, 1945, in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from September 10, 1945, to September 10, 1946, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed: minimum of \$0.65 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money collected for the given period.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and transmit it to the said committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree, the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations on the following dates:

fixes suivantes: 31 décembre 1945, 31 mars, December 31, 1945, March 31, June 30 and 30 juin et 30 septembre 1946. September 30, 1946.

Est annexé au présent règlement un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1945 et le 10 septembre 1946. Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1945, and September 10, 1946.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1945 et le 10 septembre 1946. Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1945, and September 10, 1946.

<i>Recettes:</i>		<i>Receipts:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.	\$ 910.00	Professional employers' assessments (1/2 of 1%).	\$ 910.00
Cotisations des salariés.	910.00	Employees' assessments (1/2 of 1%).	910.00
Honoraires d'examens.	150.00	Examinations fees.	150.00
	\$1,970.00		\$1,970.00
<i>Dépenses:</i>		<i>Expenses:</i>	
Salaire du secrétaire-gérant et inspecteur.	\$1,560.00	Salaries: Secretary-manager and inspector.	\$1,560.00
Frais légaux.	150.00	Legal charges.	150.00
Vérification.	20.00	Audition.	20.00
Papeteries, timbres, etc.	60.00	Stationery, stamps, etc.	60.00
Téléphone.	55.00	Telephone.	55.00
Divers.	125.00	Miscellaneous.	125.00
	\$1,970.00		\$1,970.00

Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.
Ministère du Travail, Québec, ce 22 septembre, 1945. 10797-o Department of Labour, Quebec, September 22, 1945. 10797-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES.— BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1945.— Examinations of October, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Rioux	Richard	20	Trois-Rivières....	Séminaire des Trois-Rivières

Trois-Rivières, le 12 septembre 1945.— Trois-Rivières, September 12th, 1945.
Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.
JACQUES LACOURSIÈRE
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

10720-37-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.— BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens d'octobre 1945.— Examinations of October, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Roy	Jean-Marc	22	Gaspé	Séminaire de Gaspé

Rivière-du-Loup, le 7 septembre 1945.— Rivière-du-Loup, September 7th, 1945.
Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent
LOUIS DUGAL
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

10719-37-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre, 1945 — Examinations of October, 1945

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Fournier..	Roy..	24	Hull..	Université d'Ottawa.
Vincent..	Auguste..	30	Ottawa..	Université d'Ottawa.

Hull, le 17 septembre 1945. — Hull, September 17th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
James A. MILLAR,
Secretary of the Bar of Hull.

10802-38-2-o

Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, d'accorder à monsieur Gustave Lemire, notaire, demeurant et pratiquant à l'Assomption, district judiciaire de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de feu François-Xavier Lemire, en son vivant notaire de l'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

10783-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, d'accorder à monsieur Louis-Joseph Marsolais, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Amédée Dugas, en son vivant notaire de Saint-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 17 septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

10784-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to grant to Mr. Gustave Lemire, notary, residing and practising at l'Assomption, judicial district of Joliette, the transfer of the minutes, repertory and index of the late François-Xavier Lemire, in his lifetime notary of l'Assomption, judicial district of Joliette.

Quebec, September 17th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

10783

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to grant to Mr. Louis-Joseph Marsolais, notary, residing and practising at Saint-Jean de Matha, judicial district of Joliette, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Amédée Dugas, in his lifetime notary, of Saint-Jean de Matha, judicial district of Joliette.

Quebec, September 17th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

10784

Nominations

N° 6-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Ubald Fafard au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Nazaire d'Acton, village, comté de Bagot.

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 331-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Napoléon Marion au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

Appointments

No. 6-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Ubald Fafard school commissioner for the school municipality of St-Nazaire d'Acton, Village, county of Bagot.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 331-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Napoléon Marion, school commissioner for the school municipality of Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

N° 775-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Grégoire Cyr au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire du Havre St-Pierre, comté de Saguenay.

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

No. 775-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Grégoire Cyr, school commissioner for the school municipality of Havre-St-Pierre, county of Saguenay.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

N° 764-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Emile Filiatrault au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Hartwell, dans le comté de Papineau.

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

No. 764-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Emile Filiatrault, school commissioner for the school municipality of Hartwell, in the county of Papineau.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

N° 1454-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Jules Paquet au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Pont-Rouge (Portneuf).

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

No. 1454-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Jules Paquet, school commissioner for the school municipality of the village of Pont-Rouge (Portneuf).

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

N° 1946-El

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. l'abbé Albert Morin et M. Jos.-E. Vaillancourt au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Jean-de-Cherbourg, comté de Matane.

Québec, 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

No. 1946-El

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Rev. abbé Albert Morin and Mr. Jos.-E. Vaillancourt, school commissioners for the school municipality of St-Jean-de-Cherbourg, county of Matane.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 septembre 1945, de nommer M. Alfred Chapdelaine au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Compton, dans le comté de Compton.

Québec, le 18 septembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
10794-o VICTOR DORÉ.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date September 13th, 1945, to appoint Mr. Alfred Chapdelaine, school commissioner for the school municipality of the village of Compton, in the county of Compton.

Quebec, September 18th, 1945.

VICTOR DORÉ,
10794 Superintendent of Education.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettre patentes sous le Grand Sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 23 août 1945

M. Ephrem Filion, membre du Barreau de la Province, de Montréal: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 juin 1945.

M. William John Gregory Stewart, caporal de la Royale Gendarmerie à Cheval, chargé du

Quebec, August 23rd, 1945.

Mr. Ephrem Filion, member of the Bar of the Province, of Montreal: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments

Quebec, June 21st, 1945.

Mr. William John Gregory Stewart, corporal of the Royal Mounted Police, in charge of the

détachement de Port Harrison: commissaire *Per Dedimus Potestatem* pour recevoir les serments de certaines personnes nommées pour exercer des charges publiques dans le nord de la Province.

Québec, 19 juillet 1945.

M. Roland Nadeau, de Rimouski: professeur de français, anglais, sciences, mathématiques et sécurité au Centre d'Initiation artisanale de Drummondville, à compter du 1er août 1945.

Québec, 23 août 1945.

M. Marcel Lafrenière, de La Sarre: greffier de la Cour de Magistrat du district électoral d'Abitibi, à La Sarre.

M. J.-Lionel Lussier, comptable de la compagnie Booth Bumber Co. à Tee Lake, comté de Temiscamingue: juge de paix pour le district judiciaire de Temiscamingue.

Québec, 1er septembre 1945.

M. Antoine Cimon, avocat, de La Malbaie: officier en loi au Département de la Colonisation.

M. Pierre Duchesne, commis, de Cap-à-l'Aigle: registrateur de la première division d'enregistrement de Charlevoix, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district judiciaire de Saguenay.

M. J.-P. Bolduc, chef du Service des terres au Ministère de la Colonisation: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 5 septembre 1945.

M. Félix Houle, comptable d'Arthabaska: juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska.

M. Raymond Langlois, agronome, de Matane: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

10815-0

detachment of Port Harrison: to be Commissioner *Per Dedimus Potestatem* for administering the oath of certain persons appointed to the carrying on of public duties in the North of the Province.

Quebec, July 19th 1945.

Mr. Roland Nadeau, of Rimouski: to be professor of French English, sciences, mathematics and security at the "Centre d'Initiation artisanale de Drummondville", from and after the 1st of August, 1945.

Quebec, August 23rd, 1945.

Mr. Marcel Lafrenière, of La Sarre: to be Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Abitibi, at La Sarre.

Mr. J.-Lionel Lussier, accountant of the company Booth Bumber Co., at Tee Lake, county of Temiscamingue: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Temiscamingue.

Quebec, September 1st, 1945.

Mr. Antoine Cimon, advocate of La Malbaie: to be Law Officer in the Department of Colonisation.

Mr. Pierre Duchesne, clerk, of Cap-à-l'Aigle: to be Registrar of the first registration division of Charlevoix, prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Magistrate's Court, clerk of the Crown and clerk of the Peace, for the judicial district of Saguenay.

Mr. J.-P. Bolduc, chief of Lands Service, in the Department of Colonization: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, September 5th, 1945.

Mr. Félix Houle, accountant, of Arthabaska: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Arthabaska.

Mr. Raymond Langlois, agronomist, of Matane: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

10815

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant procureur
général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire décrit à la description technique signée par le directeur des Arpentages du Ministère des terres et forêts, en date

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory described in the technical description signed by the Director of Surveys of the Department of Lands and Forests, bearing date the

du 4 mai 1945, soit détaché des municipalités d'Inverness, du canton d'Halifax, partie sud, du canton d'Ireland, partie Nord, et du canton de Leeds, et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de St-Jean-de-Brébeuf", dans le comté de Mégantic;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies; que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera auxdites municipalités ci-haut mentionnées, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 23 août 1945 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant partie des cantons d'Halifax, d'Ireland, d'Inverness et de Leeds, comprenant, en référence aux plans et livres de renvois officiels du cadastre fait pour chacun desdits cantons, les lots renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du canton de Thetford; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne sud-ouest du canton de Thetford; de là, dans le canton d'Ireland: la ligne séparative des rangs X et XI, la ligne séparant le lot 611 des lots 612 et 613 et son prolongement à travers le chemin de front du rang X, le côté sud-ouest dudit chemin de front, la ligne séparant le lot 501 des lots 499 et 500 et son prolongement à travers le chemin de front du rang IX, le côté sud-ouest de ce chemin, la ligne sud-est du rang du Chemin-de-Craig, la ligne séparative des lots 686 et 687; la ligne séparative des cantons d'Halifax et d'Ireland; dans le canton d'Halifax: la ligne séparative des rangs X et XI, la ligne nord-ouest des lots 722 et 723; la ligne séparative des cantons d'Halifax et d'Inverness; dans le canton d'Inverness: les lignes séparatives des lots 10 et 11, des lots 84 et 85, des lots 146 et 147, des lots 222 et 223, le côté sud-ouest du chemin de front des lots 293, 295 et 294, l'axe du chemin entre les lots 294, 296, 356, 357 d'un côté et les lots 297, 298, 358 de l'autre côté, la ligne nord-est du rang VI, la ligne nord-ouest du rang du Chemin-de-Craig, la ligne séparative des lots 1411 et 1412; la ligne séparative des cantons d'Inverness et de Leeds; dans le canton de Leeds: la ligne nord-est du rang III, la ligne sud-est du lot 2B du rang III, les lignes nord-est et sud-est du lot 3 du rang II, la ligne sud-est du lot 3B du rang I; la ligne séparative des cantons d'Ireland et de Leeds et la ligne nord-ouest du canton de Thetford jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau, ou parties d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché des municipalités d'Inverness, du canton d'Halifax, partie sud, du canton d'Ireland, partie nord, et du canton de Leeds, et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de St-Jean-de-Brébeuf" comté de Mégantic, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

4th of May, 1945, be detached from the municipalities of Inverness, from the township of Halifax, part South, from the township of Ireland, part North, and from the township of Leeds and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of St-Jean-de-Brébeuf" in the county of Mégantic;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled; that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality and that there shall remain, in the above mentioned municipalities, after such erection, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date the 23rd of August, 1945, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory forming part of the townships of Halifax, Ireland, Inverness and Leeds, comprising, with reference to the official cadastral plans and books of reference made for each of the said townships, the lots contained within the following limits, to wit: starting from the summit of the Western angle of the township of Thetford; thence passing by the following lines and demarcations, in continuity of one another: the Southwest line of the township of Thetford; thence, in the township of Ireland: the division line of ranges X and XI, the line separating lot 611 from lots 612 and 613 and the prolongation thereof through the front road of range X, the Southwest side of the said front road, the line separating lot 501 from lots 499 and 500 and the prolongation thereof through the front road of range IX, the Southwest side of this road, the Southeast line of the range "Chemin-de-Craig", the division line of lots 686 and 687; the division line of the townships of Halifax and Ireland; in the township of Halifax: the division line of ranges X and XI, the Northwest line of lots 722 and 723; the division line of the townships of Halifax and Inverness; in the township of Inverness: the division lines of lots 10 and 11, of lots 84 and 85, of lots 146 and 147, of lots 222 and 223, on the Southwest side of the front road of lots 293, 295 and 294, the axis of the road between lots 294, 296, 356, 357 on one side and lots 297, 298, 358 on the other side, the Northeast line of range VI, the Northwest line of the range "Chemin-de-Craig", the division line of lots 1411 and 1412; the division line of the townships of Inverness and Leeds; in the township of Leeds: the Northeast line of range III, the Southeast line of lot 2B of range III, the Northeast and Southeast lines of lot 3 of range II, the Southeast line of lot 3B range I; the division line of the townships of Ireland and Leeds and the Northwest line of the township of Thetford to the starting point; said territory, together with the roads, rivers, watercourses, or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described, shall be detached from the municipalities of Inverness, from the township of Halifax, South part, from the township of Ireland, North part, and from the township of Leeds, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of St-Jean-de-Brébeuf", county of Mégantic, from and after the first of January following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

10789-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS.

{ ATTENDU qu'en vertu de l'article 4 de la Loi 6, George VI, chapitre 43, sanctionnée le 22 avril 1942, les paragraphes a, b et c du paragraphe 2, de l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles (S.R.Q., 1941, chapitre 142), ont été remplacés par le suivant:

"a) En toute circonstance, une vitesse excédant quarante milles à l'heure";

ATTENDU que cette disposition législative avait pour effet de fixer à quarante milles à l'heure la limite de la vitesse des véhicules automobiles sur les routes;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 6 de ladite Loi 6, George VI, chapitre 43, il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de décréter, par proclamation, l'abrogation de chacune des dispositions de la Loi 6, George VI, chapitre 43, à compter de la date qu'il jugera à propos de fixer;

ATTENDU qu'en vertu de cette même disposition législative, l'abrogation ainsi décrétée a l'effet de rétablir les dispositions de la Loi des véhicules automobiles modifiées par la Loi 6 George VI, chapitre 43, comme si cette loi n'avait jamais été adoptée;

ATTENDU qu'il y a lieu d'abroger les dispositions de l'article 4 de la Loi 6, George VI, chapitre 43, de manière à rétablir les dispositions ordinaires de la Loi des véhicules automobiles concernant la limite de la vitesse sur les routes;

A CES CAUSES du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 septembre 1945 et portant le N° 3515, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons l'abrogation de l'article 4 de la Loi 6, George VI, chapitre 43, intitulée "Loi relative aux véhicules automobiles en temps de guerre", à compter du neuf (9) septembre 1945.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

10789 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

{ WHEREAS in virtue of section 4 of the Act 6, George VI, chapter 43, sanctioned on the 22nd of April, 1942, paragraphs a, b and c of sub-section 2 of section 41 of the Motor Vehicles Act (R.S.Q., 1941, chapter 142), were replaced by the following:

"a) A speed in excess of forty miles per hour under any circumstances";

WHEREAS the said legislative provision had, for effect, to fix to forty miles per hour the speed limit of motor vehicles on the highways;

WHEREAS in virtue of section 6 of the said Act 6 George VI, chapter 43, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, pronounce the repeal of any provision of the Act 6 George VI, chapter 43, from and after the date as he may deem expedient to fix;

WHEREAS, in virtue of the same legislative provision, the repeal thus enacted has for effect to re-establish the provisions of the Motor Vehicles Act, amended by the Act 6 George VI, chapter 43, as if said Act had never been adopted;

WHEREAS, it is expedient to repeal the provisions of section 4 of the Act 6 George VI, chapter 43, so as to re-establish the ordinary provisions of the Motor Vehicles Act, respecting the speed limit on the highways;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order bearing date September 5th, 1945, and bearing No. 3515, We have enacted and ordered and do hereby enact and order the repealing of section 4 of the Act 6 George VI, chapter 43, intitled "An Act respecting motor vehicles in wartime", from and after the ninth (9th) of September 1945.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce CINQUIEME jour de SEPTEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

10779-o JEAN BRUCHESI.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FIFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

10779 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

PERSHCOURT GOLDFIELDS LIMITED
(No personal liability)

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Pershcourt Goldfields Limited" (No personal liability), constituée en corporation sous la Loi des compagnies minières de Québec, en date du 26 juin 1945, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 159 ouest, rue Craig, chambre 616, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12ième jour de septembre 1945.

(Sceau)

Le Secrétaire,
J.-J. GOURD.

10771-o

Avis est, par les présentes, donné que La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée, constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1945 et ayant sa principale place d'affaires, à Québec, a établi son bureau au numéro 59 rue Saint-Joseph, chambre 306, à Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce 13ième jour de septembre 1945.

Le Secrétaire,
RENÉ NADEAU.

10782-o

Canada, Province de Québec

JERSEY HEALTH FARM LIMITED

Avis est donné que la Corporation "Jersey Health Farm Limited" constituée en corporation par Lettres Patentes, en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 17 octobre 1944, et ayant son bureau principal à l'Île Bizard, district de Montréal, Province de Québec, a établi ledit bureau à l'Île Bizard.

A compter de la date du présent avis, ledit

Head Offices

PERSHCOURT GOLDFIELDS LIMITED
(No personal liability)

NOTICE

Notice is hereby given that the "Pershcourt Goldfields Limited" (No personal liability), company incorporated under the Quebec Mining Companies' Act, on the 26th day of June, 1945, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 159, Craig Street, West, Room 616, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 12th day of September, 1945.

(Seal)

10771-o

J.-J. GOURD,
Secretary.

Notice is hereby given that The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated, incorporated by letters patent dated the 28th of June, 1945, and having its head office at Quebec, has established its office at No. 59 St. Joseph Street, Room 306, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this 13th day of September, 1945.

10782

RENÉ NADEAU,
Secretary.

Canada, Province of Quebec

JERSEY HEALTH FARM LIMITED

Notice is given that the corporation "Jersey Health Farm Limited", incorporated by letters patent, under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the 17th of October, 1944, and having its head office at l'Île Bizard, district of Montreal, Province of Quebec, has established the said office at l'Île Bizard.

From and after the date of the present notice,

bureau est considéré par la Corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ième jour de Septembre 1945.

10814-o Le Secrétaire,
ROBERT LAVALLÉE.

the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of September, 1945.

10814 ROBERT LAVALLÉE,
Secretary.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Province de Québec { EUGÈNE LUSSIER, ga-
Cour Supérieure { rage-keeper, of the
N° 8087 { city and district of Joliette et y
faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de STATION DE SERVICE BELLE-ROSE ENRG., demandeur; vs JOSEPH LAFOND, de la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, dans le district de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, dans le comté de Joliette, mesurant 250 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur, avec bâtisses y érigées, actuellement occupé par le défendeur, distraît du lot numéro sept du demi-rang des Augmentations de Kildare, dans le comté de Joliette.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, le TROISIEME jour du mois d'OCTOBRE 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
JOS. SYLVESTRE.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 24e jour d'août 1945. 10549-35-2-o
[Première insertion, 1er septembre 1945.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec à savoir: { HERVÉ BERGERON, de
N° 49429 { Joly, marchand, contre
HENRI PLANTE, de Joly, à savoir:

Tous les droits et prétentions du défendeur sur le lot N° 10 (dix) du rang 4 (quatre) seigneurie Lotbinière, correspondant au N° 388-158 (trois cent quatre-vingt-huit cent cinquante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Edouard, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé maintenant dans la paroisse de Joly, ayant une superficie de 83 arpents, circonstances et dépendances. Sujet aux charges imposées par le Ministère de la Colonisation aux fins d'obtenir le titre définitif de la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Joly, comté de Lotbinière, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JOS.-ALBERT DELÂGE.
Québec, 5 septembre 1945. 10626-36-2-o
[Première insertion: 8 septembre 1945.]
[Seconde insertion: 22 septembre 1945.]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
District of Quebec

Province of Quebec { EUGÈNE LUSSIER, ga-
Superior Court { rage-keeper, of the
No. 8087 { city and district of Joliette
and carrying on business there alone as such, under the firm name and style of STATION DE SERVICE BELLEROSSE ENRG., plaintiff; vs JOSEPH LAFOND, of the parish of St-Alphonse de Rodriguez, in the district of Joliette, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Alphonse de Rodriguez, in the county of Joliette, measuring 250 feet in width by 50 feet in depth, with buildings thereon erected, actually occupied by the defendant, deducted from lot number seven of the half-range of the Augmentations of Kildare, in the county of Joliette.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Alphonse de Rodriguez, the THIRD day of the month of OCTOBER, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, 24th day of August, 1945. 10549-35-2
[First insertion, 1st September, 1945.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { HERVÉ BERGERON, of
No. 49429 { Joly, merchant; against
HENRI PLANTE, of Joly, to wit:

All rights and pretensions of the defendant on lot No. 10 (ten) of range 4 (four) Seigniorie of Lotbinière, corresponding with No. 388-158 (three hundred and eighty-eight one hundred and fifty-eight), of the official cadastre for the parish of St-Edouard, county of Lotbinière, being a lot of land now situate in the parish of Joly, having an area of 83 arpents, circumstances and dependencies. Subject to charges imposed by the Department of Colonization for the purpose of securing the final title from the Crown.

To be sold, at the parochial church door of Joly, county of Lotbinière, on the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-ALBERT DELÂGE,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, September 5th, 1945. 10626-36-2
[First insertion: September 8th, 1945.]
[Second insertion: September 22nd, 1945.]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne
N° 8640
L'OFFICE DU CRÉ-
DIT AGRICOLE
DU QUÉBEC, corps
politique incorporé
ayant son siège social à Québec, demandeur; vs
ROLAND BOUCHARD, de St-Faustin, Lac
Supérieur, Comté de Terrebonne, défendeur.

"Le lot de terre N° 38 du rang trois du canton
de Wolfe, des plan et livre de renvoi officiels
dudit canton de Wolfe, avec maison et dépen-
dances y érigées et à distraire de ce lot le coin
sud-ouest contenant environ un arpent de lar-
geur par environ quatre arpents de profondeur,
tel coin étant borné au sud par le rang deux, à
l'ouest par le lot 39A au nord par un ruisseau
et à l'est par la montée; ce lot comprenant une
superficie totale de quatre vingt-quinze acres."

Pou être vendu à la porte de l'église catho-
lique de St-Faustin, le 1er OCTOBRE 1945,
à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ALBERT FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, ce 24 août 1945. 10562-35-2-0
[Première insertion, le 1er septembre 1945]

TROIS-RIVIERES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Joliette,
N° 7979.
DAME MARIE BER-
THE LAJOIE FA-
FARD, épouse séparée de
biens de Philippe Fafard,
marchand, de St-Cuthbert, comté de Berthier,
district de Joliette, dûment autorisée à poursuivre
par ce dernier, demanderesse; vs ROSARIEN
CROSETIERE, bourgeois, de Maskinongé,
district des Trois-Rivières, défendeur.

1° Un emplacement situé au village de Maski-
nongé faisant partie du lot connu et désigné au
cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de
Maskinongé, sous le numéro six cent quatre vingt
quatorze (p. 694), contenant, en front, toute la
largeur de ce lot, sur une profondeur de deux
cent quatre vingt pieds, mesure anglaise; borné
en front par le chemin, en profondeur par le
surplus dudit lot numéro six cent quatre vingt
quatorze, d'un côté par le lot numéro six cent
quatre vingt treize, et de l'autre côté par le lot
numéro six cent quatre vingt quinze, avec une
maison et autres bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre de forme irrégulière, situé
dans le village de Maskinongé, faisant partie du
lot connu et désigné au cadastre susdit sous le
numéro six cent quatre vingt treize (p. 693), et
dont la base se trouve sur le chemin et mesure
douze pieds et demi de largeur, en suivant la
ligne du fossé dudit chemin, mesurant, du côté
joignant le lot numéro six cent quatre vingt
quatorze, soixante et sept pieds de longueur, et
du côté joignant le surplus du dit lot numéro six
cent quatre vingt treize, soixante et quatre pieds
de longueur, le tout à mesure anglaise, les deux
dits côtés devant se joindre au bout de leur
largeur.

Pour être vendus en bloc, comme formant un
même immeuble, à la porte de l'église de la
paroisse de St-Joseph de Maskinongé, comté de
Maskinongé, MARDI, le DEUX OCTOBRE
prochain 1945, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 29 août 1945. 10555-35-2-0

TERREBONNE

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne
No. 8640
THE QUEBEC
FARM CREDIT
BUREAU, a politic in-
corporated body having
its social place of business at Quebec, plaintiff;
vs ROLAND BOUCHARD, of St. Faustin, Lake
Superior, County of Terrebonne, defendant.

"The lot of land No. 38 of the third range of
the township of Wolfe, of the plan and book of
Reference for the said township of Wolfe, with
house and dependencies thereon erected, to be
distract of the said lot, the south west corner
containing about one arpent wide by four arpents
in depth; such corner being bounded at the south
by range two, to the west by the lot 38A to the
north by a stream, and to the east by the mantee
road, this lot containing 95 acres.

To be sold at the Catholic Church door at
St. Faustin, on OCTOBER 1st, 1945, at TWO
o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, this 24th of August, 1945.
10562-35-2-0

TROIS-RIVIERES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7979.
DAME MARIE BER-
THE LAJOIE FA-
FARD, wife separate as
to property of Philippe
Fafard, merchant of St-Cuthbert, county of
Berthier, district of Joliette, duly authorized,
by the latter, to sue, plaintiff; vs ROSARIEN
CROSETIERE, bourgeois, of Maskinongé, district
of Trois-Rivières, defendant.

1. An emplacement situate in the village of
Maskinongé, forming part of that lot known and
designated on the official cadastre for the parish
of St. Joseph de Maskinongé, under number six
hundred and ninety-four (Pt. 694), containing,
in front, the whole width of said lot, by a depth
of two hundred and eighty feet, English measure;
bounded in front, by the road, on the depth by
the residue of said lot number six hundred and
ninety-four, on one side by lot number six hun-
dred and ninety-three and on the other side by
lot number six hundred and ninety-five — with
a house and other buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

2. A parcel of land of irregular figure, situate
in the village of Maskinongé, forming part of
that lot known and designated on the aforesaid
cadastre under number six hundred and ninety-
three (Pt. 693), the basis whereof being on the
road, and measuring twelve and one half feet in
width, following the ditch line of said road,
measuring, on the side adjoining lot number six
hundred and ninety-four, sixty-seven feet in
length, and on the side adjoining the residue of
said lot number six hundred and ninety-three,
sixty-four feet in length, the whole, English
measure, the two said sides meeting at the end
of their width.

To be sold "en bloc", as forming one single
immovable, at the church door of the parish of
St-Joseph de Maskinongé, county of Maskinongé,
on TUESDAY, the SECOND of OCTOBER
next, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 29th, 1945. 10555-35-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Leclerc vs Dagenais 1942

ARRETÉS EN CONSEIL:

3551 — Concernant la chasse au castor 1943

3687 — Métiers de l'imprimerie dans
l'Île de Montréal 19423688 — Fabrication d'ustensiles métal-
liques dans la province de Québec 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1919

AVIS DIVERS:

Commission scolaire catholique de Poin-
te-aux-Trembles (Rachat d'obliga-
tions) 1947Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud
(Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de Mont St-
Grégoire (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de Sainte-
Agnès (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de St-Aimé-
des-Lacs (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de St-Basile
le Grand (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de Ste-Brigide
d'Iberville (Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de St-Sébas-
tien et St-Alexandre (Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de St-Simon
(Fondation) 1947

Dalglish (Quebec) Limited (Directeurs) 1946

Elder Dempster Lines, Limited (Agent
principal) 1945La Caisse Populaire Desjardins de
Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre
(Fondation) 1944La Caisse Populaire Desjardins de St-
Barnabé-Sud (Fondation) 1944La Compagnie de Téléphone de la Petite
Nation (Directeurs) 1945

L'Alliance (Fondation) 1945

La Montagnarde (Fondation) 1944

La Robervaloise (Fondation) 1946

St-Siméon, village de (Barrage) 1945

Syndicat Avicole de Nicolet (Fondation) 1948

Syndicat Coopératif Forestier de Ste-
Emmélie de l'Énergie (Fondation) 1945Trois-Rivières, cité des (Rachat d'obli-
gations) 1944

CHARTES — ABANDONS DE:

Daoust & Daoust Limitée 1949

Montreal Development Company 1949

Tormont Corporation 1949

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

Elder Dempster Lines, Limited 1949

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Coopérative des Produits Avicoles de
Marieville 1950

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Leclerc vs Dagenais 1942

ORDERS IN COUNCIL:

3551 — Concerning the hunting of bea-
ver 19433687 — Printing trades in the Island
of Montreal 19423688 — Manufacturing of metallic uten-
sils in the Province of Quebec 1943

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1919

MISCELLANEOUS NOTICES:

Catholic School Commission of Pointe-
aux-Trembles (Redemption of bonds) 1947Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud
(Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de Mont St-
Grégoire (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de Sainte-
Agnès (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de St-Aimé-
des-Lacs (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de St-Basile
le Grand (Fondation) 1948Coopérative d'Électricité de Ste-Brigide
d'Iberville (Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de St-Sébas-
tien et St-Alexandre (Fondation) 1947Coopérative d'Électricité de St-Simon
(Fondation) 1947

Dalglish (Quebec) Limited (Directors) 1946

Elder Dempster Lines, Limited (Prin-
cipal agent) 1945La Caisse Populaire Desjardins de
Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre
(Fondation) 1944La Caisse Populaire Desjardins de St-
Barnabé-Sud (Fondation) 1944La Compagnie de Téléphone de la Petite
Nation (Directors) 1945

L'Alliance (Fondation) 1945

La Montagnarde (Fondation) 1944

La Robervaloise (Fondation) 1946

St-Siméon, village of (Dam) 1945

Syndicat Avicole de Nicolet (Founda-
tion) 1948Syndicat Coopératif Forestier de Ste-
Emmélie de l'Énergie (Fondation) 1946Trois-Rivières, city of (Redemption of
bonds) 1944

CHARTERS — SURRENDERS OF:

Daoust & Daoust Limited 1949

Montreal Development Company 1949

Tormont Corporation 1949

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Elder Dempster Lines, Limited 1949

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Coopérative des Produits Avicoles de
Marieville 1950

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Chatham N° 2, munic. scolaire de	1950
St-Canut, munic. scolaire de	1950
St-Colomban, munic. scolaire de	1950
Saint-Etienne de Chelsea, munic. scolaire de	1950
St-Hermas, munic. scolaire de	1951

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Prélèvement)	1954
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prolongation de prélèvement)	1951
Comité paritaire du service de la police municipale de la cité de Québec (Avis)	1951
Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal (Modification)	1951

EXAMENS DU BARREAU:

Bas Saint-Laurent: étude du droit	1955
Hull: étude du droit	1956
Trois-Rivières: étude du droit	1955

LETTRES PATENTES:

Agences Trans-Américaines Ltée — Trans American Agencies Ltd.	1920
Alphonse Deveau Limitée	1921
Argyle Nurses Association	1921
Armand Sicotte & Fils Limitée — Armand Sicotte & Sons Limited	1922
A. & P. Dental Supply Inc.	1922
Bevicray Limitée — Bevicray Limited	1923
Bradley Interests Ltd.	1924
C. A. Lorrain & Fils Incorporée	1924
Capsules Limited	1925
Chenille Dyers Limited	1925
Chez Bennett Ltd.	1926
Colonie Notre-Dame	1926
Desco Textiles Limited	1926
Drouin & Drouin Ltée	1927
Edouard Monette, Limitée	1927
Everest & Rawlings Ltd.	1928
Fur & Leather Reenforcers Limited	1929
Globe Construction Co. Ltd.	1929
Guilbault & Fils Limitée	1930
Harm Stick Products Company Limited	1930
J. M. Winters Furs Inc.	1931
Joliette Construction Company Ltd.	1931
La Cie Placo Co.	1932
La Compagnie des Publications Derby — Derby Publishing Company	1932
L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée — The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated	1933
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay	1933
Les Brassières Bégin Inc.	1934
Les Exportateurs Canadiens Indépendants Limitée — Canadian Independent Exporters Limited	1934
Manoir St-Lin Limitée — Manoir St-Lin Limited	1935
Nu-Way Fur Manufacturing Ltd.	1936
Ornamental Metal and Machine Works Limited	1936
Paul-H. Plamondon Inc.	1936
Paul Pelchat Limitée — Paul Pelchat Limited	1937
Phoenix Holdings Limited	1937
Rapid Press Limited	1938
Robinson Crusoe Placers Limited	1938

EDUCATION:

Chatham No. 2, school munic. of	1950
St-Canut, school munic. of	1950
St-Colomban, school munic. of	1950
Saint-Etienne de Chelsea, school munic. of	1950
St-Hermas, school munic. of	1951

LABOUR:

Joint committee of the building industry of Sorel (Levy)	1954
Printing industry parity committee for Montreal and District (Extension of levy)	1951
Joint committee of the municipal police department of the city of Quebec (Notice)	1951
Fur workers, wholesale trade, in the Island of Montreal (Amendment)	1951

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: study of law	1955
Hull: study of law	1956
Trois-Rivières: study of law	1955

✓ LETTERS PATENT:

Trans American Agencies Ltd. — Agences Trans-Américaines Ltée	1920
Alphonse Deveau Limitée	1921
Argyle Nurses Association	1921
Armand Sicotte & Sons Limited — Armand Sicotte & Fils Limitée	1922
A. & P. Dental Supply Inc.	1922
Bevicray Limited — Bevicray Limitée	1923
Bradley Interests Ltd.	1924
C. A. Lorrain & Fils Incorporée	1924
Capsules Limited	1925
Chenille Dyers Limited	1925
Chez Bennett Ltd.	1926
Colonie Notre-Dame	1926
Desco Textiles Limited	1926
Drouin & Drouin Ltée	1927
Edouard Monette, Limitée	1927
Everest & Rawlings Ltd.	1928
Fur & Leather Reenforcers Limited	1929
Globe Construction Co. Ltd.	1929
Guilbault & Fils Limitée	1930
Harm Stick Products Company Limited	1930
J. M. Winters Furs Inc.	1931
Joliette Construction Company Ltd.	1931
La Cie Placo Co.	1932
Derby Publishing Company — La Compagnie des Publications Derby	1932
The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated — L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée	1933
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay	1933
Les Brassières Bégin Inc.	1934
Canadian Independent Exporters Limited — Les Exportateurs Canadiens Indépendants Limitée	1934
Manoir St-Lin Limited — Manoir St-Lin Limitée	1935
Nu-Way Fur Manufacturing Ltd.	1936
Ornamental Metal and Machine Works Limited	1936
Paul-H. Plamondon Inc.	1936
Paul Pelchat Limited — Paul Pelchat Limitée	1937
Phoenix Holdings Limited	1937
Rapid Press Limited	1938
Robinson Crusoe Placers Limited	1938

R. P. Robert Limitée	1939	R. P. Robert Limitée	1939
Société des Bourses d'Etudes de Shawinigan	1939	Société des Bourses d'Etudes de Shawinigan	1939
T. & C. Distributors Incorporated	1940	T. & C. Distributors Incorporated	1940

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Château Champlain Ltée — Chateau Champlain Ltd.	1940
Converters Company Inc.	1940
Le Syndicat d'Entreprises Inc.	1941
Maurice Rousseau & Cie Ltée — Maurice Rousseau & Co. Ltd.	1941
Pharmacies Modernes Inc.	1941
Renaud & Frères Incorporée	1942

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Chateau Champlain Ltd. — Château Champlain Ltée	1940
Converters Company Inc.	1940
Le Syndicat d'Entreprises Inc.	1941
Maurice Rousseau & Co. Ltd. — Maurice Rousseau & Cie Ltée	1941
Pharmacies Modernes Inc.	1941
Renaud & Frères Incorporée	1942

MINUTES DE NOTAIRES:

Lemire, Gustave, en faveur de	1956
Marsolais, Louis-Joseph, en faveur de ..	1956

NOTARIAL MINUTES:

Lemire, Gustave, in favour of	1956
Marsolais, Louis-Joseph, in favour of ..	1956

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles	1956
Diverses	1957

APPOINTMENTS:

School Commissioners	1956
Miscellaneous	1957

PROCLAMATIONS:

Concernant la vitesse des véhicules automobiles	1960
Concernant l'érection de la municipalité de St-Jean-de-Brébeuf	1958

PROCLAMATIONS:

Concerning the speed of motor vehicles	1960
Concerning the erection of the municipality of St-Jean-de-Brébeuf	1958

SIÈGES SOCIAUX:

Jersey Health Farm Limited	1961
La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée	1961
Pershcourt Goldfields Limited	1961

HEAD OFFICES:

Jersey Health Farm Limited	1961
The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated	1961
Pershcourt Goldfields Limited	1961

VENTES PAR SHÉRIFS:

JOLIETTE:

Lussier vs Lafond.	1962
-------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

Lussier vs Lafond.	1962
-------------------------	------

QUÉBEC:

Bergeron vs Plante.	1962
--------------------------	------

QUÉBEC:

Bergeron vs Plante.	1962
--------------------------	------

TERREBONNE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bouchard	1963
---	------

TERREBONNE:

The Quebec Farm Loan Board vs Bouchard	1963
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Fafard vs Croisetière.	1963
-----------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Fafard vs Croisetière.	1963
-----------------------------	------

10816

10816